

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

25 novembre 2020

**EXPOSÉ D'ORIENTATION
POLITIQUE****de la ministre du Climat, de l'Environnement,
du Développement durable et du Green Deal**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'ÉNERGIE, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CLIMAT
PAR
MME **Séverine DE LAVELEYE****SOMMAIRE**

Pages

I. Exposé introductif.....	3
II. Discussion générale.....	3
III. Discussion des propositions de recommandations	33
IV. Votes.....	34

*Voir:*Doc 55 **1610/ (2020/2021)**:
001 à 024: Exposés d'orientation politique.BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

25 november 2020

BELEIDSVERKLARING**van de minister van Klimaat, Leefmilieu,
Duurzame Ontwikkeling en Green Deal**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR ENERGIE, LEEFMILIEU
EN KLIMAAT
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW **Séverine DE LAVELEYE****INHOUD**

Blz.

I. Inleidende uiteenzetting	3
II. Algemene bespreking.....	3
III. Bespreking van de voorstellen van aanbeveling.....	33
IV. Stemmingen	34

*Zie:*Doc 55 **1610/ (2020/2021)**:
001 tot 024: Beleidsverklaringen.

03549

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Patrick Dewael

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Yngvild Ingels, Wouter Raskin, Bert Wollants
Ecolo-Groen	Séverine de Laveleye, Kristof Calvo, Samuel Cogolati
PS	Malik Ben Achour, Mélissa Hanus, Daniel Senesael
VB	Kurt Ravyts, Reccino Van Lommel
MR	Christophe Bombled, Marie-Christine Marghem
CD&V	Nawal Farih
PVDA-PTB	Thierry Warmoes
Open Vld	Patrick Dewael
sp.a	Kris Verduyck

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Sigrid Goethals, Tomas Roggeman, Anneleen Van Bossuyt, Kristien Van Vaerenbergh
Julie Chanson, Barbara Creemers, Albert Vicaire, Evita Willaert
Christophe Lacroix, Patrick Prévot, Eliane Tillieux, Laurence Zanchetta
Ortwin Depoortere, Nathalie Dewulf, Erik Gilissen
Michel De Maegd, Philippe Goffin, Benoît Piedboeuf
Jan Briers, Leen Dierick
Greet Daems, Raoul Hedeboew
Christian Leysen, Kathleen Verhelst
Vicky Reynaert, Joris Vandenbroucke

C. — Membre sans voix délibérative / Niet-stemgerechtigd lid:

cdH	Georges Dallemagne
-----	--------------------

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:

DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi
QRVA	Questions et Réponses écrites
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral
CRABV	Compte Rendu Analytique
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
PLEN	Séance plénière
COM	Réunion de commission
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkorting bij de numerering van de publicaties:

DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen)
PLEN	Plenum
COM	Commissievergadering
MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné l'exposé d'orientation politique de la ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal (DOC 55 1610/007), au cours de sa réunion du 10 novembre 2020.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF

Mme Zakia Khattabi, ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal, présente les principales lignes de force de son exposé d'orientation politique.

À cet égard, il est renvoyé à l'exposé d'orientation politique (DOC 55 1610/007).

II. — DISCUSSION GÉNÉRALE

A. Questions et observations des membres

M. Bert Wollants (N-VA) intervient sur le volet climat de cet exposé d'orientation politique.

Il fait tout d'abord remarquer que cet exposé n'est lié à aucun budget. Il y a bien des références à la note de politique générale mais cette dernière n'est pas encore disponible. Avec quel argent la ministre va-t-elle réaliser ses ambitions? Dans l'état actuel des choses, il est impossible d'évaluer si les intentions que la ministre a exposées sont réalisables.

En ce qui concerne les ambitions en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'exposé de la ministre n'est pas clair. En effet, il indique que le gouvernement soutient la proposition de la Commission européenne de réduire les gaz à effet de serre d'au moins 55 % en 2030 par rapport à leur niveau de 1990. Or, ce n'est pas ce qui est indiqué dans l'accord de gouvernement qui indique que cette réduction doit avoir lieu, non pas à l'échelle européenne, mais en Belgique. Il s'agit d'une différence significative, certainement si l'on tient compte du fait qu'il faudra construire des centrales à gaz dans les prochaines années pour permettre la sortie du nucléaire en 2025.

L'orateur fait observer qu'il y a eu récemment un vote au Parlement européen qui vise une réduction de 60 % des émissions de gaz à effet de serre. Les partis de la majorité de sont exprimés de manière divisée lors de ce

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft de beleidsverklaring van de minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en *Green Deal* (DOC 55 1610/007) besproken tijdens haar vergadering van 10 november 2020.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING

Mevrouw Zakia Khattabi, minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal, licht de krachtlijnen van haar beleidsverklaring toe.

In dat verband wordt verwezen naar de beleidsverklaring (DOC 55 1610/007).

II. — ALGEMENE BESPREKING

A. Vragen en opmerkingen van de leden

De heer Bert Wollants (N-VA) gaat in op het onderdeel "klimaat" van de beleidsverklaring.

In de eerste plaats merkt hij op dat aan de beleidsverklaring geen enkele begroting is gekoppeld. Er zijn weliswaar verwijzingen naar de beleidsnota, maar die is nog niet beschikbaar. Met welk geld zal de minister haar ambities verwezenlijken? In de huidige stand van zaken kan onmogelijk worden ingeschat of de intenties die de minister heeft toegelicht, realiseerbaar zijn.

Aangaande de ambities op het vlak van de vermindering van de broeikasgasuitstoot is de beleidsverklaring van de minister niet duidelijk. Zo staat aangegeven dat de regering haar steun toezegt aan het voorstel van de Europese Commissie om de broeikasgasuitstoot tegen 2030 met ten minste 55 % te hebben vermindert ten opzichte van 1990. Dat staat echter niet in het regeerakkoord; dat stelt dat die vermindering niet moet plaatsgrijpen op Europese schaal, maar in België. Dat is een wezenlijk verschil, zeker als ermee rekening wordt gehouden dat de komende jaren gascentrales moeten worden gebouwd om in 2025 de kernuitstap mogelijk te maken.

De spreker merkt op dat onlangs in het Europees Parlement een stemming heeft plaatsgehad waarbij een vermindering van de broeikasgasuitstoot met 60 % wordt beoogd. De partijen van de meerderheid hebben

vote. Quelle sera dès lors la position du gouvernement par rapport à cet objectif de réduction de 60 %?

M. Wollants constate en outre que l'exposé ne contient que des objectifs. Il ne contient aucune mesure concrète. Cela donne le sentiment que le fédéral va fixer les objectifs mais que la charge de réaliser concrètement ces objectifs reposera uniquement sur les régions. Quelles mesures concrètes le gouvernement va-t-il prendre dans sa propre sphère de compétences? Ainsi, l'exposé indique que le PNEC devra être révisé. Or ce PNEC ne contient qu'une seule mesure fédérale, à savoir une taxe carbone. Cela signifie-t-il que les volets régionaux du PNEC devront aussi être revus?

L'intervenant donne quelques exemples de mesures concrètes qui pourraient être prises. La Région flamande a décidé de réduire chaque année de 2,5 % la consommation d'énergie des bâtiments publics. Actuellement, il n'y a aucun plan pour les bâtiments publics dépendant du fédéral, alors qu'il y a un effort considérable à réaliser. Le fédéral est aussi compétent pour les combustibles non fossiles et les biocombustibles. Or, l'exposé ne contient rien à ce sujet. Le PNEC prévoit d'augmenter la part de ces combustibles à 40 %. Cette promesse sera-t-elle retirée?

Par ailleurs, sur la seule mesure concrète évoquée, à savoir la taxe carbone, il n'y a aucune précision. Qui va la payer? A combien s'élèvera-t-elle? Cela donne le sentiment que c'est à nouveau les personnes qui travaillent, qui épargnent et qui entreprennent qui devront payer. En outre, il payeront souvent deux fois: une fois pour le péage vert à Bruxelles et une fois pour la taxe carbone. Dans d'autres pays où une telle taxe existe, comme le Canada ou la Suisse, l'État indique à quoi serviront les recettes de la taxe et quel retour les citoyens peuvent en attendre. L'exposé de la ministre ne contient rien à ce sujet. Les recettes serviront-elles à bâtir des centrales à gaz? Contribueront-elles au budget général de l'État pour payer des dépenses que l'État aurait de toute manière réalisées? Y aura-t-il un système de réduction d'impôt?

L'orateur revient sur l'objectif de transparence accrue de la Commission Nationale Climat. S'agit-il par exemple de permettre un exposé et une discussion des rapports annuels de cette commission au Parlement? Ou la ministre pense-t-elle également à modifier la composition de cette commission, la manière dont les régions

daarbij niet eenduidig gestemd. Welk standpunt zal de regering dus innemen ten opzichte van die doelstelling om de uitstoot met 60 % te verminderen?

Voorts stelt de heer Wollants vast dat de beleidsverklaring louter doelstellingen opsomt. Er staat geen enkele concrete maatregel in. Zulks wekt de indruk dat het federale niveau wel de doelstellingen zal bepalen, maar dat de concrete uitvoering ervan louter ten laste van de gewesten zal vallen. Welke concrete maatregelen zal de federale regering nemen binnen haar eigen bevoegdheidsperimeter? De beleidsverklaring geeft bijvoorbeeld aan dat het NEKP moet worden herzien. Dat NEKP bevat echter slechts één federale maatregel: een koolstofbelasting. Betekent dit dat de gewestelijke aspecten van het NEKP ook moeten worden herzien?

De spreker geeft enkele voorbeelden van mogelijke concrete maatregelen. Het Vlaams Gewest heeft beslist het energieverbruik van de overheidsgebouwen jaarlijks met 2,5 % terug te dringen. Momenteel bestaat er geen enkel plan voor de federale overheidsgebouwen, terwijl een grote inspanning moet worden geleverd. Het federale niveau is eveneens bevoegd voor de niet-fossiele brandstoffen en de biobrandstoffen. In de beleidsverklaring wordt daar echter met geen woord van gerept. In het NEKP staat dat het aandeel van dat soort brandstoffen moet worden opgetrokken tot 40 %. Zal men die belofte laten varen?

Over de enige concrete maatregel die wél in de beleidsverklaring staat, namelijk de koolstofbelasting, wordt bovendien geen enkele precisering aangebracht. Wie zal die betalen? Hoe hoog zal ze zijn? Eens te meer wordt de indruk gewekt dat de mensen die werken, sparen en ondernemen, het gelag zullen betalen. Daarenboven zullen ze vaak twee keer betalen: eerst via de groene tolheffing in Brussel en vervolgens via de koolstofheffing. In andere landen met een dergelijke belasting, zoals Canada en Zwitserland, maakt de Staat duidelijk wat met de ontvangsten van de heffing zal gebeuren en welke return de bevolking mag verwachten. In de beleidsverklaring van de minister staat daar niets over. Zullen de ontvangsten dienen om gascentrales te bouwen? Zullen zij aan de Rijksbegroting worden toegevoegd om uitgaven te bekostigen die de Staat hoe dan ook zou hebben gedaan? Komt er een systeem van belastingvermindering?

De spreker pikt in op de doelstelling van méér transparantie omtrent de Nationale Klimaatcommissie. Gaat het daarbij bijvoorbeeld om een toelichting en bespreking van de jaarverslagen van die Klimaatcommissie in het Parlement? Of denkt de minister er eveneens aan de samenstelling van die Klimaatcommissie te wijzigen,

y sont représentées, voire d'instaurer un système de décisions à la majorité?

M. Wollants conclut en évoquant la révision de l'article 7bis de la Constitution. Il est question de le moderniser, ce qui avait été l'objectif de la proposition de loi Climat sous la précédente législature. Mais, l'exposé de la ministre n'évoque pas les termes "loi Climat". Cela signifie-t-il qu'il n'y aura pas de loi Climat sous cette législature?

Mme Séverine de Laveleye (Ecolo-Groen) aborde d'abord quelques éléments de contexte. Elle souligne premièrement la très grande attente de la part de la société comme l'attestent les mobilisations pour le climat. La société attend que les décideurs politiques prennent la mesure des dangers qui nous guettent et adoptent des mesures ambitieuses pour les contrer. Un autre élément de contexte est que, malgré les mobilisations citoyennes pour le climat et les grands plans internationaux, les catastrophes climatiques augmentent d'années en années. A titre d'exemple, le mois de septembre 2020 était le mois le plus chaud jamais enregistré au niveau mondial. Un dernier élément de contexte est celui de la crise de la COVID-19 qui démontre la vulnérabilité de notre société et la nécessité de changer de modèle. La crise climatique et la crise du COVID-19 ont d'ailleurs pour points communs d'affecter toutes les sphères de la société: santé, sécurité alimentaire, libertés individuelles, etc.

Il ressort de l'exposé de la ministre que ce gouvernement est véritablement un gouvernement "climatique" qui a pris la mesure des enjeux. Mme de Laveleye souligne quelques aspects qui lui paraissent importants.

— Il y a d'abord la dimension systémique. L'exposé de la ministre illustre bien à quel point les différents enjeux sont liés les uns aux autres: environnement, climat, santé, justice sociale, droits humains, etc. C'est la raison pour laquelle l'exposé aborde des domaines aussi divers que la santé, les bâtiments, la mobilité, la fiscalité, les accords commerciaux et la solidarité internationale.

— Cet exposé démontre aussi l'ambition de ce gouvernement. Il n'y a pas lieu de rougir de l'objectif européen de réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030 par rapport au niveau de 1990. L'objectif du gouvernement est de mettre la Belgique à la pointe, y compris dans la mise en œuvre du Green Deal.

alsmede de wijze waarop de gewesten erin worden vertegenwoordigd, of zelfs te voorzien in een besluitvorming bij meerderheid van stemmen?

Tot slot haalt de heer Wollants de herziening van artikel 7bis van de Grondwet aan. Er is sprake van om het aan de tijd aan te passen, wat het doel was van het Klimaatwetsvoorstel tijdens de vorige zittingsperiode. In de uiteenzetting van de minister wordt het begrip "Klimaatwet" echter niet vermeld. Betekent dit dat er tijdens deze zittingsperiode geen Klimaatwet tot stand zal komen?

Mevrouw Séverine de Laveleye (Ecolo-Groen) bespreekt eerst enkele achtergrondelementen. Ten eerste benadrukt ze de erg hoge verwachtingen van de samenleving, zoals blijkt uit de klimaatbetogingen. De samenleving verwacht dat de beleidsmakers de toekomstige gevaren juist inschatten en ambitieuze maatregelen aannemen om die tegen te gaan. Voorts moet worden vastgesteld dat er ondanks de klimaatbetogingen van burgers en de grote internationale plannen elk jaar meer klimaatrampen plaatsvinden. Zo was september 2020 wereldwijd de warmste maand ooit. Tot slot toont de COVID-19-crisis aan dat onze samenleving kwetsbaar is en dat andere samenlevingsmodellen zich opdringen. Voorts hebben de klimaatcrisis en de COVID-19-crisis een weerslag op alle aspecten van de samenleving: gezondheid, voedselzekerheid, individuele vrijheden enzovoort.

Uit de uiteenzetting van de minister blijkt dat deze regering een echte "klimaatregering" is die begrepen heeft hoe groot de uitdagingen zijn. Mevrouw de Laveleye benadrukt enkele aspecten die haar belangrijk lijken.

— Allereerst is er de systemische dimensie. De beleidsverklaring van de minister geeft duidelijk aan in welke mate de verschillende uitdagingen met elkaar verband houden: milieu, klimaat, gezondheid, sociale rechtvaardigheid, mensenrechten enzovoort. Daarom bestrijkt de beleidsverklaring uiteenlopende gebieden als gezondheid, gebouwen, mobiliteit, fiscaliteit, handelsovereenkomsten en internationale solidariteit.

— Deze beleidsverklaring is ook een weergave van de ambitie die deze regering heeft. Men hoeft zich niet te schamen voor de Europese doelstelling om de uitstoot van broeikasgassen tegen 2030 met 55 % te verminderen ten opzichte van het niveau van 1990. De regering stelt zich tot doel van België een koploper te maken, ook inzake de tenuitvoerlegging van de *Green Deal*.

— La dimension de solidarité est également importante. Il s'agit de soutenir les personnes les plus pauvres et les plus vulnérable, non seulement en Belgique, mais également dans les pays dits "en développement". En Belgique, il s'agira d'atténuer l'effet des mesures sur les personnes les plus vulnérables. A l'international, il s'agira d'augmenter la contribution de la Belgique au financement climat, en veillant à ce que cette contribution soit additionnelle à celle de la coopération au développement.

— Il y a enfin la dimension de redevabilité, de transparence et de participation dont témoigne l'exposé de la ministre. Des objectifs clairs portés de manière concertée par le fédéral et les régions sont essentiels pour mobiliser tout le monde. En outre, grâce à la transparence, les experts, la société civile et les citoyens pourront évaluer et vérifier où on en est: mise à jour du PNEC, conclusion d'un accord de coopération portant sur la réalisation des objectifs Climat-Energie, mise en œuvre d'une stratégie nationale pour le maintien et la protection de la biodiversité, renforcement de la Commission Nationale Climat, etc. Pour le groupe Ecolo-Groen, la mise en place annoncée d'un processus participatif est très importante car elle contribuera à une appropriation des mécanismes de transition par l'ensemble des parties prenantes.

L'intervenante souligne les défis auxquels la nouvelle ministre sera confrontée:

— Les compétences de la nouvelle ministre font le pont entre le niveau européen et le niveau des régions, ce qui n'est pas nécessairement confortable. En ce qui concerne le niveau européen, il s'agira de coordonner l'implémentation des politiques européennes (Green Deal, stratégie pour la biodiversité, stratégie *farm to fork*, etc.) et d'insuffler des ambitions fortes. A niveau des régions, il s'agira d'améliorer la coordination et la collaboration.

— Ces compétences sont en outre transversales de sorte que les leviers d'action sont partagés avec d'autres ministres du gouvernement fédéral. Il faudra une cohérence entre les politiques en matière de climat, de biodiversité et de développement. Cette cohérence devra se traduire dans le plan de relance, la fiscalité, la politique commerciale, les bâtiments, la solidarité internationale, etc. Comment la ministre compte-t-elle s'y prendre pour jouer ce rôle pivot au sein du gouvernement?

L'oratrice estime qu'il faudra rapidement des clarifications sur certains points précis, que ce soit dans le cadre de la discussion prochaine de la note de politique générale ou dans les semaines qui suivront:

— De dimensie solidariteit is eveneens belangrijk. Het komt erop aan de armsten en de meest kwetsbaren te ondersteunen, niet alleen in België, maar ook in de zogenaamde "ontwikkelingslanden". In België zal erom te doe zijn de gevolgen van de maatregelen voor de meest kwetsbaren te verzachten. Internationaal zal het erom gaan de Belgische bijdrage aan de klimaatfinanciering op te trekken en zal men erop toezien dat die een aanvulling vormt op de bijdrage voor ontwikkelingssamenwerking.

— Tot slot getuigt de beleidsverklaring van de minister van de dimensie aansprakelijkheid, transparantie en participatie. Duidelijke, na overleg door de federale overheid en de gewesten gedragen doelstellingen zijn essentieel om iedereen mee aan boord te krijgen. Voorts zullen de deskundigen, het middenveld en de burgers dankzij de transparantie kunnen beoordelen en nagaan hoever men staat: de bijwerking van het NEKP, de sluiting van een samenwerkingsovereenkomst over de verwezenlijking van klimaat-energiedoelstellingen, de uitvoering van een nationale strategie voor het behoud en de bescherming van de biodiversiteit, de versterking van de Nationale Klimaatcommissie enzovoort. De Ecolo-Groen-fractie hecht veel belang aan het aangekondigde participatieve proces omdat het ertoe zal bijdragen dat alle belanghebbenden zich de overgangsmechanismen zullen toe-eigenen.

De spreekster benadrukt de uitdagingen waaraan de nieuwe minister het hoofd zal moeten bieden:

— De bevoegdheden van de nieuwe minister slaan een brug tussen het Europees niveau en het niveau van de gewesten, wat niet noodzakelijk comfortabel is. Europees komt het erop aan de tenuitvoerlegging van de Europese beleidslijnen (de *Green Deal*, de strategie voor biodiversiteit, de van-boer-tot-bordstrategie enzovoort) te coördineren en tot sterke ambities aan te zetten. Gewestelijk zal het erop aankomen de coördinatie en de samenwerking te verbeteren.

— Deze bevoegdheden zijn voorts transversaal, zodat de hefbomen voor actie worden gedeeld met andere ministers van de federale regering. Er zal samenhang moeten zijn tussen de beleidslijnen inzake klimaat, biodiversiteit en ontwikkelingssamenwerking. Die samenhang zal moeten worden weerspiegeld in het relanceplan, de fiscaliteit, het handelsbeleid, de gebouwen, de internationale solidariteit enzovoort. Hoe denkt de minister die spilfunctie binnen de regering te vervullen?

De spreekster is van oordeel dat er over bepaalde specifieke punten snel opheldering nodig is, zowel in het raam van de aanstaande bespreking van de beleidsnota als in de weken daarna:

— Il y a des attentes importantes de la société civile concernant le financement climat qui était jusqu'à présent trop modeste et pris à 90 % sur le budget de la coopération au développement. Quelles sont les ambitions du gouvernement pour rehausser le financement climat?

— Il faudra également préciser le contour exact de la taxe carbone pour aboutir à une fiscalité plus juste et plus verte.

— Quand et comment le plan fédéral pour le développement durable sera-t-il mis en place?

En conclusion, Mme de Laveleye estime que cet exposé d'orientation politique offre une vraie perspective vers un horizon plus juste et plus vert.

M. Daniel Senesael (PS) souligne les belles et grandes ambitions dont témoigne l'exposé d'orientation politique en matière de respect de l'environnement et de justice sociale.

L'orateur relève quelques éléments relatifs aux thématiques climat et environnement.

En ce qui concerne la première thématique, cinq éléments sont à saluer. Tout d'abord l'exposé prévoit un renforcement du Plan National Énergie Climat en collaboration avec les Régions. L'objectif annoncé est de développer une vision stratégique globale comprenant notamment la politique énergétique, fiscale, économique, de mobilité, des villes et des entreprises publiques, ce qui est très positif. Deuxièmement la ministre annonce la mise en place d'une vision internationale construite sur la base d'accords internationaux, du *Green Deal*, de la coopération au développement et de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques. Quant aux derniers points positifs soulignés par l'orateur il s'agit du fait que le gouvernement travaillera à l'élaboration d'une fiscalité environnementale équitable, au renforcement de la résilience au réchauffement climatique et à l'expérimentation de nouvelles formes de participation citoyenne.

Pour ce qui est de la thématique environnementale, M. Senesael se réjouit de l'annonce d'un Plan d'action fédéral destiné à être lancé conjointement avec le ministre de l'Économie et du Travail en vue de réduire l'empreinte environnementale et climatique qui découle de l'exploitation des ressources. L'orateur salue également l'engagement de la ministre en faveur de la biodiversité. La ministre annonce ainsi des mesures de lutte contre la déforestation, l'importation illégale de bois, l'utilisation massive de pesticides, mais aussi contre la pollution de l'air, les déchets plastiques, ainsi

— Er zijn hoge verwachtingen van het middenveld inzake de klimaatfinanciering, die tot dusver te bescheiden was en voor 90 % door de begroting voor ontwikkelingssamenwerking werd gedragen. Hoe luiden de ambities van de regering om de klimaatfinanciering te doen toenemen?

— Ook de precieze contouren van de koolstofbelasting zullen moeten worden verduidelijkt om tot een eerlijkere en groenere fiscaliteit te komen.

— Wanneer en hoe zal het federaal plan voor duurzame ontwikkeling tot stand worden gebracht?

Samenvattend, is mevrouw de Laveleye van oordeel dat deze beleidsverklaring een echt perspectief biedt op eerlijkere en groenere vooruitzichten.

De heer Daniel Senesael (PS) beklemtoont dat de beleidsverklaring blijk geeft van mooie en grote ambities inzake respect voor het leefmilieu en sociale rechtvaardigheid.

De spreker gaat in op enkele elementen van de thema's klimaat en milieu.

Met betrekking tot het klimaatthema zijn is de spreker ingenomen met vijf elementen. Allereerst voorziet de beleidsverklaring in een aangescherpt Nationaal Energie- en Klimaatplan, in samenwerking met de gewesten. Het ligt in de bedoeling een alomvattende strategische visie uit te werken die met name het beleid inzake energie, fiscaliteit, economie, mobiliteit, steden en overheidsbedrijven omvat, wat zeer positief is. Ten tweede kondigt de minister aan dat een internationale visie zal worden uitgewerkt die is gegrondvest op internationale overeenkomsten, de *Green Deal*, de ontwikkelingssamenwerking en het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering. Voor het overige vindt de spreker het positief dat de regering aangeeft een eerlijke milieu-fiscaliteit te zullen uitwerken, werk te zullen maken van een grotere weerbaarheid tegen de opwarming van de aarde en zal experimenteren met nieuwe vormen van burgerparticipatie.

Inzake het milieuthema is de heer Senesael ingenomen met de aankondiging van een federaal actieplan dat samen met de minister van Economie en Werk moet worden gelanceerd, om de uit de exploitatie van de natuurlijke hulpbronnen voortvloeiende voetafdruk op het milieu en het klimaat te verkleinen. De spreker verheugt zich tevens over de belofte van de minister dat zij zich zal inzetten voor biodiversiteit. Zo kondigt zij maatregelen aan tegen de ontbossing, tegen de illegale invoer van hout en tegen het massaal gebruik van pesticiden, maar ook tegen de luchtvervuiling en tegen kunststofafval,

que des mesures visant à réduire l'empreinte carbone des produits mis sur le marché.

Enfin, M. Senesael souligne la volonté affichée dans l'exposé de prendre en considération les liens étroits existant entre l'environnement et la santé, et celle de faire de notre pays un État membre exemplaire dans la mise en œuvre du *Green Deal* en l'engageant sur la voie d'une transition juste et équitable.

Si ces ambitions se doivent d'être soulignées, l'orateur interpelle la ministre sur certains points relatifs à leurs mises en œuvre.

Premièrement, la ministre déclare dans son exposé que "la politique qui sera menée dans les prochaines années s'appuiera sur les résultats de l'"Étude pour une Belgique plus durable, plus inclusive et résiliente à construire après la crise de la COVID-19" de l'IFDD. M. Senesael constate cependant que cette étude, lorsqu'elle évoque la question centrale de la réduction des émissions de gaz à effets de serre, ne distingue pas les émissions produites sur le territoire, des émissions importées, c'est à dire produites à l'étranger pour répondre à la demande intérieure. Cette distinction est pourtant fondamentale.

La ministre souligne également que "notre activité économique a évolué, de plus en plus, des secteurs primaire et secondaire vers les secteurs tertiaire et quaternaire. Si bien que les entreprises ont dû essayer de conquérir une niche sur le marché mondial, dans une économie globalisée". Le Bureau fédéral du plan a évalué que, si les émissions de CO₂ produites dans notre pays avaient diminué entre 1995 et 2007, les émissions importées ont pour leur part augmenté sur la même période. En France, un rapport du Haut conseil pour le climat français publié le mois passé révélait également une hausse des émissions importées. Cette hausse était notamment expliquée par l'augmentation de la consommation des biens et services, produits en grande partie à l'étranger.

M. Senesael invite dès lors la ministre à opérer cette distinction dans l'évaluation de l'empreinte carbone de notre pays et de ses citoyens, ainsi que lors de l'adoption des mesures de réduction de cette empreinte.

Deuxièmement, la ministre indique dans son exposé que "les investissements publics prévus seront essentiels [...] au passage d'une économie linéaire à une économie circulaire". L'orateur rappelle que l'économie circulaire représente un véritable atout pour l'emploi, de par la

alsook maatregelen om de koolstofvoetafdruk van de op de markt gebrachte producten terug te dringen.

Tot slot beklemtoont de heer Senesael het in de beleidsverklaring vervatte streven om rekening te houden met de nauwe band tussen milieu en gezondheid, alsook om van België een lidstaat te maken die het voortouw neemt inzake de tenuitvoerlegging van de *Green Deal*, door het pad van een rechtvaardige en eerlijke transitie in te slaan.

Hoewel deze ambities beslist lovenswaardig zijn, formuleert de spreker een aantal bedenkingen met betrekking tot de verwezenlijking ervan.

Allereerst stelt de minister in haar beleidsverklaring: "De resultaten van de door FIDO reeds gepubliceerde "Studie om een duurzamer, inclusiever en veerkrachtige België op te bouwen na de COVID-19-crisis" (oktober 2020) en nog op te leveren studies zullen het beleid kunnen onderbouwen dat de volgende jaren wordt gevoerd.". De heer Senesael wijst er echter op dat die studie in haar cruciale onderzoek naar het terugdringen van de uitstoot van broeikasgassen geen onderscheid maakt tussen de uitstoot op het grondgebied en de geïmporteerde uitstoot, zijnde de buitenlandse uitstoot om aan de binnenlandse vraag te voldoen. Dit onderscheid is nochtans fundamenteel.

De minister benadrukt tevens "dat onze economische activiteit meer en meer geëvolueerd is van primaire en secundaire sectoren naar tertiaire en quaternaire sectoren. En dus moesten bedrijven een niche op de wereldmarkt, binnen een geglobaliseerde economie, proberen te overerven.". Het Federaal Planbureau heeft vastgesteld dat, hoewel de CO₂-uitstoot in België tussen 1995 en 2007 is afgenomen, de geïmporteerde uitstoot in diezelfde periode was toegenomen. In Frankrijk bleek uit een vorige maand bekendgemaakt rapport van de Franse *Haut conseil pour le climat français* dat ook daar de geïmporteerde uitstoot is toegenomen. Die toename werd onder meer verklaard door de stijgende consumptie van voornamelijk in het buitenland geproduceerde goederen en diensten.

Derhalve verzoekt de heer Senesael de minister dit onderscheid te maken bij de beoordeling van de koolstofvoetafdruk van België en diens burgers, alsook bij het nemen van de maatregelen om die voetafdruk te verkleinen.

Ten tweede stelt de minister in haar beleidsverklaring: "De voorziene publieke investeringen zullen essentieel zijn (...) voor de omslag van een lineaire naar een circulaire economie.". De spreker wijst erop dat de circulaire economie de werkgelegenheid sterk bevordert, daar de

création de nouvelles activités liées à l'émergence de techniques et plateformes de transaction et de services. Les experts ont notamment estimé que l'adoption de ce modèle pourrait générer plus de 180 000 emplois directs dans l'UE. Si l'économie circulaire constitue une thématique centrale de l'exposé, la question de ses retombées sur l'emploi n'y a pas été directement évoquée. L'orateur demande si cet aspect fera l'objet d'initiatives particulières?

Enfin, la ministre déclare que "sur la base des recommandations du Sénat, un Plan national relatif aux perturbateurs endocriniens sera adopté". Dans le même temps, elle déclare souhaiter "défendr[e] une action résolue et décidée [... visant le] développement d'une stratégie européenne pour la gestion des substances perfluorées (PFAS)". Les PFAS étant de dangereux perturbateurs endocriniens, M. Senesael demande si le Plan national les concernera également?

En guise de conclusion, l'orateur exprime son souhait de voir les ambitions en matière de sauvegarde de l'environnement et de justice sociale se réaliser.

M. Kurt Ravyts (VB) regrette que la commission ne dispose pas encore de la note de politique générale de la ministre et donc d'aucune information quant au cadre budgétaire dans lequel les ambitions affichées par la ministre s'inscrivent.

Il constate la grande discrétion dont la ministre a fait preuve jusqu'à présent dans la presse néerlandophone. Elle a par contre déclaré dans la presse francophone vouloir "repolitiser" le débat sur le climat de manière à rapprocher ce débat des citoyens et à faire prendre conscience à tout un chacun des opportunités de la transition.

Des différentes interviews que M. Ravyts a pu lire, il ressort également que la ministre a bien conscience de dépendre en grande partie de la politique des Régions. La ministre a déclaré souhaiter un dialogue ouvert et constructif avec les Régions et en particulier avec la ministre flamande. M. Ravyts constate cependant que les sujets qui nécessitent une telle concertation sont légions dans l'exposé d'orientation politique.

M. Ravyts note que la question de la transition juste, couplée à des objectifs ambitieux de lutte contre le réchauffement climatique constituent le fil rouge de l'exposé d'orientation politique. À cet égard, le gouvernement annonce la tenue d'une conférence nationale ainsi que d'une conférence internationale. Pour l'orateur ceci est indispensable: les objectifs démesurés annoncés par l'Union européenne auront des conséquences notamment sur l'emploi. Des restructurations dans les

opkomst van onuitgegeven technieken én handelsplatformen en -diensten nieuwe activiteiten doet ontstaan. Deskundigen hebben met name geraamd dat de invoering van dat model meer dan 180 000 rechtstreekse banen zou kunnen scheppen in de EU. Hoewel de circulaire economie centraal staat in de beleidsverklaring, worden de gevolgen ervan voor de werkgelegenheid niet met- een vermeld. De spreker wil weten of door dit aspect bijzondere initiatieven zullen worden genomen.

Tot slot geeft de minister aan dat op basis van de aanbevelingen van de Senaat een Nationaal Plan hormoonontregelaars zal worden aangenomen. Tegelijkertijd geeft ze aan dat ze zal pleiten voor een vastberaden en vastbesloten optreden op thema's zoals de ontwikkeling van een Europese strategie voor het beheer van geperfluoreerde stoffen (PFAS). Aangezien PFAS gevaarlijke hormoonontregelaars zijn, vraagt de heer Senesael of het Nationaal Plan ook die zal omvatten.

Tot besluit hoopt de spreker dat de ambities inzake milieubehoud en sociale rechtvaardigheid zullen worden verwezenlijkt.

De heer Kurt Ravyts (VB) vindt het jammer dat de commissie nog niet beschikt over de beleidsnota van de minister en dus geen informatie heeft over het begrotingskader waarin de doelstellingen van de minister zijn ingebed.

Hij wijst erop dat de minister tot dusver erg discreet was in de Nederlandstalige media. In de Franstalige media verklaarde ze daarentegen dat ze het debat over het klimaat wil "herpolitiseren", om dit debat dichter bij de burgers te brengen en iedereen bewust te maken van de door de transitie geboden kansen.

Uit de diverse interviews die de minister heeft gegeven, blijkt tevens dat zij terdege beseft dat ze in grote mate afhankelijk is van het beleid van de gewesten. De minister heeft aangegeven dat zij een open en constructieve dialoog wil voeren met de gewesten, en in het bijzonder met de Vlaamse minister. De heer Ravyts stelt echter vast dat de beleidsverklaring bulkt van de aangelegenheden die een dergelijk overleg vereisen.

De heer Ravyts wijst erop dat de rechtvaardige transitie, in combinatie met ambitieuze doelstellingen om de opwarming van de aarde tegen te gaan, de rode draad van de beleidsverklaring vormen. In dat verband kondigt de regering aan dat zowel een nationale als een internationale conferentie zal worden gehouden. Voor de spreker is dit essentieel; de door de EU aangekondigde buitensporige doelstellingen zullen gevolgen hebben voor onder meer de werkgelegenheid. De bedrijven zullen

entreprises sont plus que probables. Le *Just Transition Fund* constitue à cet égard un instrument important. Son implémentation en Belgique ne sera possible que par le biais d'un accord de coopération. M. Ravyts annonce qu'il sera très attentif aux actions de la ministre dans ce domaine.

L'orateur revient ensuite sur la question de la tarification du carbone. Il ne fait pas de doute que l'objectif est ici de mettre en place une taxe carbone. La forme concrète que prendre cette taxe ne ressort cependant pas clairement de l'exposé d'orientation politique. M. Ravyts exprime ses craintes quant à un tel instrument et quant à sa cohérence par rapport au concept de transition juste. L'exposé évoque un mécanisme de retour vers les citoyens mais apporte très peu d'éléments concrets. L'orateur espère disposer rapidement de clarifications et se montrera très vigilant.

M. Ravyts revient ensuite sur les objectifs en matière de réduction de CO₂ ainsi que sur le PNEC. La Commission européenne s'est montrée fort critique par rapport au PNEC déposé par la Belgique. L'orateur partage l'analyse et les inquiétudes de M. Wollants à cet égard.

M. Ravyts revient ensuite sur le financement international de la lutte contre le réchauffement climatique. Le précédent gouvernement avait annoncé, après de nombreuses et houleuses discussions, le doublement de la contribution belge, qui doit donc atteindre 80 millions d'euros. Il avait cependant été convenu de respecter le principe de la neutralité budgétaire. La ministre peut-elle dresser un état des lieux de ce dossier?

Qu'en est-il de la mise en place d'un système de consigne? M. Ravyts rappelle que la réglementation en matière d'emballage relève en grande partie des compétences des Régions. La Région flamande a mis en place une stratégie très précise en la matière. Pour l'orateur, il s'agit d'une bonne stratégie qui ne peut être mise en péril par des initiatives fédérales.

M. Ravyts évoque ensuite la problématique de la viande de brousse. Le VB soutient le gouvernement fédéral dans sa volonté de s'attaquer et de réprimer plus sévèrement l'importation et le commerce illégal de cette viande. L'orateur rappelle la taskforce promise par le précédent gouvernement et espère que la ministre prendra rapidement les mesures nécessaires à son implémentation.

L'orateur évoque ensuite la loi spéciale de financement et les mécanismes de responsabilisation en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Ce dossier est actuellement bloqué. L'orateur se félicite dès lors des

hoogstwaarschijnlijk herstructureringen doorvoeren. Het *Just Transition Fund* is in dat verband een belangrijk instrument. Alleen via een samenwerkingsovereenkomst zal het in België kunnen worden geïmplementeerd. De heer Ravyts geeft aan dat hij ter zake zeer nauwlettend zal toezien op het optreden van de minister.

Vervolgens komt de spreker terug op de koolstoftarifiering. Het lijkt geen twijfel dat in dit verband wordt beoogd een CO₂-taks in te voeren. Uit de beleidsverklaring blijkt echter niet duidelijk hoe die heffing concreet zal worden ingevuld. De heer Ravyts uit zijn bezorgdheid over een dergelijk instrument en vraagt zich af of het wel rijmt met het concept van een rechtvaardige transitie. De beleidsverklaring maakt gewag van een teruggaveregelingsaanpak ten aanzien van de burgers, maar is karig met tastbare elementen. De spreker hoopt snel meer toelichting te krijgen en zal hier nauwlettend op toezien.

Voorts gaat de heer Ravyts in op de doelstellingen inzake het terugdringen van de CO₂-uitstoot en op het NEKP. De Europese Commissie heeft zich erg kritisch uitgelaten over het door België ingediende NEKP. De spreker deelt in dezen de analyse en de bezorgdheden van de heer Wollants.

Wat de internationale financiering van de strijd tegen de klimaatopwarming betreft, wijst de heer Ravyts erop dat de vorige regering na heel wat tumultueuze besprekingen heeft aangekondigd dat de Belgische bijdrage zou worden verdubbeld en dus 80 miljoen euro moet bedragen. Er werd echter overeengekomen dat een ander budgettair neutraal moet zijn. Kan de minister de stand van zaken in dit dossier aangeven?

Quid met de invoering van een statiegeldregeling? De heer Ravyts herinnert eraan dat de regelgeving inzake verpakkingen grotendeels onder de bevoegdheid van de gewesten valt. Het Vlaams Gewest heeft ter zake een heel nauwgezette strategie uitgewerkt. Volgens de spreker betreft het een goede strategie die niet op de helling mag worden gezet door federale initiatieven.

De heer Ravyts gaat vervolgens in op het vraagstuk inzake *bushmeat*. VB steunt de federale regering in haar voornemen om de illegale invoer en handel in dat soort vlees aan te pakken en strenger te bestraffen. De spreker herinnert eraan dat de vorige regering had beloofd ter zake een taskforce op te richten, en hoopt dat de minister snel de nodige maatregelen zal nemen om die taskforce operationeel te maken.

De spreker herinnert vervolgens aan de bijzondere financieringswet en aan de responsabiliseringsmechanismen inzake de strijd tegen de opwarming van de aarde. Dat dossier zit momenteel vast. Het verheugt de spreker

initiatives annoncées par la ministre pour redynamiser, réformer et rendre plus transparente et efficace la Commission Nationale Climat. Il y voit une occasion de relancer le débat sur le mécanisme de responsabilisation. À nouveau un accord de coopération devra être conclu.

M. Christophe Bombled (MR), rappelle que le changement climatique est le défi de ce siècle, défi qui ne nous laisse pas le choix: nous devons renforcer notre action, en prenant des mesures à tous les niveaux de pouvoir.

Telle est également la volonté de l'Union Européenne, qui vise à être climatiquement neutre en 2050. Une législation européenne sur le climat sera proposée pour transformer cet engagement politique en une obligation juridique. Le Pacte Vert pour l'Europe est devenu la feuille de route ayant pour objectif de rendre l'économie de l'Union Européenne durable. L'objectif de neutralité climatique sera atteint en transformant les défis climatiques et environnementaux en chances à saisir. Notre gouvernement fédéral soutient ces ambitions européennes et s'inscrit dans cette dynamique, ce que l'orateur salue. Il est essentiel de positionner la Belgique comme leader dans la mise en œuvre du *Green Deal*.

M. Bombled souligne que l'accord de gouvernement prévoit que les objectifs climatiques soient transposés en objectifs intermédiaires, soumis chaque année à des évaluations objectives et vise d'ores et déjà -55 % en 2030. Ces objectifs intermédiaires seront déterminés en travaillant en tables rondes associant la société civile, les institutions de recherche et les différents secteurs socio-économiques. L'orateur demande davantage d'informations à cet égard: comment ces objectifs intermédiaires seront-ils définis? Quand sera lancé ce processus participatif et comment seront sélectionnés les acteurs participants?

Dans son exposé d'orientation politique, la ministre annonce l'organisation d'une conférence nationale sur la transition juste. Ces travaux s'appuieront sur des analyses factuelles et approfondies, dont certaines sont actuellement en préparation. Le membre demande davantage d'informations sur ces analyses? Comment cette conférence nationale sera-t-elle coordonnée avec les entités régionales? Et quel sera son objectif final?

Certaines des compétences clés pour mener une politique climatique forte font partie de domaines de compétences de l'État fédéral, d'autre de celui des Régions. La question de la coordination est dès lors cruciale et les différents gouvernements du pays doivent s'entendre. Il est notamment question de cette coopération dans

dan ook dat de minister initiatieven in uitzicht stelt om de Nationale Klimaatcommissie nieuw leven in te blazen, te hervormen, alsook transparanter en doeltreffender te maken. Volgens hem kan die gelegenheid te baat worden genomen om het responsabiliseringsmechanisme opnieuw te bespreken. Ook in dezen zal een samenwerkingsovereenkomst moeten worden gesloten.

De heer Christophe Bombled (MR) herinnert eraan dat de klimaatverandering dé uitdaging van deze eeuw is en ons geen keuze laat: wij moeten onze inspanningen opdrijven door op alle beleidsniveaus maatregelen te nemen.

Zulks is eveneens het streven van de Europese Unie, die tegen 2050 klimaatneutraal wil zijn. Via Europese klimaatregelgeving zal die beleidsverbintenis worden omgezet in een juridische verplichting. De Europese *Green Deal* is het stappenplan geworden waarmee de EU-economie duurzaam moet worden gemaakt. De nagestreefde klimaatneutraliteit zal worden bewerkstelligd door de klimaat- en milieu-uitdagingen om te vormen tot kansen. De federale regering steunt die Europese ambities en sluit zich bij die dynamiek aan, wat de spreker toejuicht. Het is zeer belangrijk dat België een leiderspositie inneemt bij de tenuitvoerlegging van de *Green Deal*.

De heer Bombled onderstreept dat de klimaatdoelstellingen volgens het regeerakkoord zullen herwerkt tot tussentijdse doelstellingen, die jaarlijks objectief zullen worden geëvalueerd en waarbij nu al wordt gemikt op -55 % in 2030. Die tussentijdse doelstellingen zullen worden vastgelegd op rondetafelbijeenkomsten waarop het middenveld, de onderzoeksinstituten en de diverse sociaaleconomische sectoren vertegenwoordigd zijn. De spreker vraagt in dat verband om meer uitleg: hoe zullen die tussentijdse doelstellingen worden bepaald? Wanneer zal dat participatieproces worden opgestart, en hoe zullen de deelnemende actoren worden uitgekozen?

In haar beleidsverklaring geeft de minister aan dat een nationale conferentie over rechtvaardige transitie zal worden gehouden. Die werkzaamheden zullen zijn gestoeld op grondige feitenanalyses, waarvan sommige momenteel worden voorbereid. Het lid verzoekt om meer informatie over die analyses. Hoe zal die nationale conferentie worden gecoördineerd met de gewesten? Wat is het uiteindelijke doel ervan?

Sommige cruciale bevoegdheden voor een krachtig klimaatbeleid ressorteren onder de bevoegdheid van de Federale Staat, andere onder die van de gewesten. Coördinatie is dus van essentieel belang, en de diverse regeringen van het land moeten overeenkomen. Ook voor de herziening van het NEKP zal moeten worden

le cadre de la révision du PNEC. Comment la ministre voit-elle cette coopération? A-t-elle déjà eu des contacts avec ses homologues régionaux concernant une possible “nouvelle” manière de coopérer?

La Commission Nationale Climat doit jouer pleinement son rôle de plateforme centrale. La ministre souhaite la rendre plus transparente, mais également renforcer le contrôle démocratique de ses actions, notamment via une relation renforcée avec les parlements. La ministre a-t-elle prévu une modification du rôle, des compétences et de la composition de la CNC? Comment renforcer le contrôle démocratique de la Commission Nationale Climat? Depuis plusieurs années, les parlementaires participent activement au Dialogue Interparlementaire Climat. Il y a deux ans, une résolution commune relative au positionnement de la Belgique lors de la COP 25 a été votée dans toutes les assemblées parlementaires du pays. Une institutionnalisation du Dialogue Interparlementaire Climat, notamment pour renforcer le lien entre la Commission Nationale Climat et les parlements est-elle envisagée par la ministre?

M. Bombled rappelle que ces dernières années, de nombreuses mesures ont été prises en matière d'environnement et de climat par le précédent gouvernement fédéral, sous l'impulsion de la ministre en charge, Mme Marghem: que ce soit la création des obligations vertes afin de stimuler les investissements visant à respecter les objectifs fixés par la COP21, le lancement d'un débat national sur la tarification du carbone afin de mettre en place des mesures visant à une fiscalité écologique, l'organisation en 2018 d'un cycle de 4 séminaires académiques sur la gouvernance belge en matière de climat, la réalisation de l'accord *burden-sharing* 2013-2020 avec un financement annuel du niveau fédéral de l'ordre de 25 millions d'euros. Grâce à ce travail le présent gouvernement ne part pas de zéro.

La ministre souhaite combattre activement le commerce illégal du bois, des animaux et des plantes sauvages. Pour rappel, en Belgique, l'importation d'espèces protégées relève de la réglementation relative à la convention CITES. Cette convention connaît divers niveaux de protection pour plus de 35 000 espèces, qu'elles soient commercialisées sous la forme d'animaux ou de végétaux vivants ou morts, de produits ou de dérivés. En 2017, la ministre Marghem a renforcé les moyens humains dédiés à cette convention au sein du SPF Santé Publique en renforçant l'équipe d'inspecteurs et de contrôleurs. Au niveau parlementaire, l'eurodéputée Frédérique Ries, quant à elle, porte une proposition de projet pilote visant une meilleure connaissance du phénomène au niveau de l'Union et de ses conséquences sur la biodiversité. Quelles sont les mesures que souhaite prendre la ministre en la matière? Dans ce cadre, la ministre fait

samengewerkt. Hoe ziet de minister die samenwerking? Heeft zij met haar ambtgenoten bij de gewesten al contact gehad over een mogelijke “nieuwe” manier van samenwerken?

De Nationale Klimaatcommissie moet haar rol van centraal platform voluit spelen. De minister wil die commissie transparanter maken, maar ook de democratische controle op haar activiteiten aanscherpen, meer bepaald via een versterkte relatie met de parlementen. Plant de minister een wijziging van de rol, van de bevoegdheden en van de samenstelling van de NKC? Hoe kan het democratisch toezicht op de Nationale Klimaatcommissie worden aangescherpt? Al jaren nemen de parlementsleden actief deel aan de Interparlementaire Klimaatdialoog. Twee jaar geleden hebben alle parlementaire assemblees van het land een gemeenschappelijke resolutie aangenomen over het standpunt van België tijdens de COP25. Overweegt de minister een institutionele verankering van de Interparlementaire Klimaatdialoog, meer bepaald om de band tussen de Nationale Klimaatcommissie en de parlementen aan te halen?

De heer Bombled herinnert eraan dat de vorige federale regering, onder impuls van de destijds bevoegde minister, mevrouw Marghem, de jongste jaren heel wat milieu- en klimaatgerelateerde maatregelen heeft genomen: de invoering van groene obligaties ter bevordering van investeringen met het oog op de inachtneming van de door de COP21 vastgelegde doelstellingen, de lancering van een nationaal debat over de koolstofarifiering om maatregelen uit te werken met het oog op groene fiscaliteit, de organisatie in 2018 van vier academische seminars over het Belgisch klimaatbeheer, en het *burden sharing*-akkoord 2013-2020, met een jaarlijkse federale financiering van ongeveer 25 miljoen euro. Dankzij dat werk vertrekt de nieuwe regering niet van nul.

De minister wil de illegale handel in hout, dieren en wilde planten actief bestrijden. Pro memorie: in België ressorteert de invoer van beschermde soorten onder de regelgeving inzake het CITES-verdrag. Dat verdrag voorziet in verschillende beschermingsniveaus voor meer dan 35 000 soorten, ongeacht of ze worden verhandeld in de vorm van levende dan wel dode dieren of planten, voor zowel de delen als de afgeleide producten ervan. In 2017 heeft toenmalig minister Marghem gezorgd voor meer mankracht bij de FOD Volksgezondheid om dat verdrag te doen naleven, meer bepaald door extra inspecteurs en controleurs in dienst te nemen. Op Europees niveau is Europarlementslid Frédérique Ries de drijvende kracht achter een voorstel van proefproject waarbij wordt beoogd de Unie een beter inzicht te verschaffen in het fenomeen en in de gevolgen ervan voor de biodiversiteit. Welke maatregelen zal de minister ter

notamment référence aux éventuelles conséquences du *Brexit*. A-t-elle des informations complémentaires à ce sujet? Et comment évalue-t-elle ces conséquences?

La ministre fait allusion à des initiatives au sein du gouvernement qui consisteraient à faire des propositions concrètes pour l'introduction d'une tarification carbone dans le secteur non-ETS. M. Bombled demande des précisions à cet égard. Il rappelle que son groupe n'est pas favorable à une taxe carbone au niveau belge. Une taxe carbone qui pénaliserait les classes moyennes et populaires serait inacceptable. L'orateur estime en outre que ce genre de démarche doit s'opérer dans le cadre de décisions européennes. Par contre, bien évidemment, nous avons besoin de mécanismes qui incitent des comportements vertueux.

Enfin, M. Bombled souligne le caractère transversal des compétences de la ministre qui doit travailler d'une part avec les différents ministres fédéraux (de l'Énergie, de la Relance, des Finances, ...), mais également en concertation avec les ministres régionaux. Comment la ministre envisage-t-elle cette concertation? Notamment en ce qui concerne le plan de relance et de transition européen avec le secrétaire d'État chargé de la Relance, comment les compétences de la ministre s'intègrent-elles dans la prise de décision?

Mme Leen Dierick (CD&V) souligne l'importance des tâches dévolues à la ministre, qui vont de pair avec des attentes élevées de la part des membres de la Chambre, et des citoyens.

Dans son exposé, la ministre énonce de nombreux objectifs. Elle met à raison l'accent sur le développement durable, la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de la biodiversité et de l'environnement en général. Pour Mme Dierick, il est cependant important de passer à l'étape suivante à savoir la mise en place d'actions concrètes pour réaliser ces objectifs. C'est précisément la lenteur dans l'adoption et l'exécution de telles mesures, voire leur absence, qui provoque la frustration et le découragement de nos citoyens, voire même au final une rupture de confiance des citoyens dans leur gouvernement. Comment la ministre compte-t-elle s'y prendre pour passer des objectifs aux actes tout en s'assurant du caractère concerté et socialement juste des mesures proposées?

D'autre part, Mme Dierick met en évidence le caractère transversal des compétences de la ministre. De plus de nombreuses compétences sont éparpillées entre les entités fédérées et le fédéral, tous compétents sur un pied d'égalité. Une coopération de tous les instants est donc cruciale. Comment la ministre envisage-t-elle

zake nemen? In dat verband verwijst de minister meer bepaald naar de eventuele gevolgen van de *Brexit*. Heeft zij daarover aanvullende informatie? Hoe schat zij de gevolgen daarvan in?

De minister verwijst naar regeringsinitiatieven waarbij concrete voorstellen zouden worden gedaan voor de invoering van een koolstoftarifiering in de niet-ETS-sector. De heer Bombled vraagt hierover meer duidelijkheid. Hij herinnert eraan dat zijn fractie geen voorstander is van een koolstofheffing op Belgisch niveau. Een koolstofheffing die de middenklasse en de volksklassen zou treffen, is onaanvaardbaar. Bovendien is de spreker van mening dat dit soort van demarches moeten zijn ingebed in Europese beslissingen. Uiteraard hebben we daarentegen nood aan mechanismen die aanzetten tot deugdelijk gedrag.

Tot slot onderstreept de heer Bombled de transversale aard van de bevoegdheden van de minister, die moet samenwerken met de verschillende federale ministers (Energie, Relance, Financiën enzovoort), maar ook overleg moet plegen met de gewestministers. Hoe ziet de minister dat overleg. Inzonderheid met betrekking tot het relanceplan en het plan voor Europese transitie, waarvoor moet worden samengewerkt met de staatssecretaris voor Relance, rijst de vraag hoe de bevoegdheden van de minister zijn ingebed in de besluitvorming.

Mevrouw Leen Dierick (CD&V) beklemtoont het belang van de aan de minister toegewezen taken; de Kamerleden en de burgers koesteren ter zake hoge verwachtingen.

In haar beleidsverklaring somt de minister tal van doelstellingen op. Terecht legt ze de nadruk op duurzame ontwikkeling, het tegengaan van de klimaatopwarming en de bescherming van de biodiversiteit en van het milieu in het algemeen. Volgens mevrouw Dierick is het evenwel hoog tijd voor een volgende fase, namelijk die van concrete acties om die doelstellingen te verwezenlijken. Net door het feit dat dergelijke maatregelen zo traag worden aangenomen en uitgevoerd of zelfs helemaal uitblijven, raken onze burgers gefrustreerd en ontmoedigd, of verliezen ze uiteindelijk zelfs het vertrouwen in hun regering. Hoe is de minister van plan die doelstellingen om te zetten in daden en er tegelijk op toe te zien dat de voorgestelde maatregelen op overlegde wijze tot stand komen en sociaal rechtvaardig zijn?

Mevrouw Dierick wijst tevens op de transversale bevoegdheden van de minister. Bovendien zijn heel wat bevoegdheden versnipperd over de deelstaten en het federale niveau, die gelijkelijk bevoegd zijn. Het is dus van cruciaal belang dat permanent wordt samengewerkt. Hoe ziet de minister die samenwerking, alsook de

cette coopération mais également sa coopération avec la Chambre des représentants et les citoyens?

Mme Dierick rappelle ensuite que la Belgique s'est engagée à réaliser les objectifs de développement durable pour 2030. Le rapport fédéral établi à cet égard par le Bureau fédéral du Plan en 2019 a cependant démontré que la simple poursuite de notre politique actuelle ne permettrait pas d'y parvenir. Un changement de cap est nécessaire. Dans son exposé, la ministre se laisse jusqu'en 2024 pour ce faire, date à laquelle il faudra déterminer si nous sommes sur la bonne voie. La ministre met l'accent sur l'intégration des ODD dans la politique des entreprises et organisations. L'oratrice demande davantage d'informations à ce sujet.

La ministre met également l'accent dans son exposé sur la notion de "chaînes de valeur" des entreprises et la nécessité de rendre ces dernières plus durables. Que propose concrètement la ministre à cet égard?

L'oratrice aborde ensuite le thème de la lutte contre le réchauffement climatique. L'Union européenne a de grandes ambitions à cet égard, avec l'adoption du *Green Deal*, sa volonté d'atteindre la neutralité climatique pour 2050 et des objectifs de réduction des émissions de CO₂ renforcés à l'horizon 2030. Par conséquent les objectifs des États membres seront également revus, et les PNEC révisés. Le 14 octobre dernier, la Commission européenne communiquait à la Belgique son analyse de notre PNEC en des termes fort critiques. Nous ne pouvons dès lors faire l'économie d'une révision rapide de notre PNEC. Quelles sont les intentions de la ministre à cet égard? Un premier entretien avec les Régions est-il déjà prévu? Mme Dierick rappelle que deux ans avaient été nécessaires à la rédaction de la première mouture du PNEC. Elle se dit convaincue que la ministre n'attendra pas aussi longtemps pour prendre des actions concrètes.

Dans sa note, la ministre évoque un plan d'investissement interfédéral, comme instrument fondamental de la transition climatique. Des signaux clairs en matière de prix doivent être donnés et ce par le biais d'une réforme fiscale. Comment la ministre envisage-t-elle la coopération avec le ministre des Finances à cet égard. Comment la ministre s'assurera-t-elle du caractère socialement juste d'une telle réforme pour les familles les plus fragilisées?

L'oratrice souligne le rôle important que la Commission Nationale Climat a à jouer dans la coopération interfédérale. La réunion du Dialogue Interparlementaire sur le Climat du 13 octobre dernier a mis en évidence le

samenwerking met de Kamer van volksvertegenwoordigers en de burgers?

De spreker merkt vervolgens op dat België zich ertoe heeft verbonden de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen tegen 2030 te halen. Het federaal rapport van het Federaal Planbureau van 2019 heeft nochtans aangetoond dat die doelstellingen niet kunnen worden gehaald indien het huidige beleid gewoon wordt voortgezet. Er is een koerswijziging nodig. In haar beleidsverklaring geeft de minister zich daartoe de tijd tot 2024; dan zal moeten worden vastgesteld of we op de juiste weg zijn. De minister legt de nadruk op de opname van de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen in het beleid van de ondernemingen en de organisaties. De spreker vraagt hierover meer informatie.

De minister benadrukt in haar beleidsverklaring ook de "waardekets" van de ondernemingen en de noodzaak om de bedrijven duurzamer te maken. Wat stelt de minister in dat verband concreet voor?

Mevrouw Dierick heeft het vervolgens over het tegengaan van de klimaatopwarming. De Europese Unie heeft op dat vlak grote ambities: met de aanneming van de *Green Deal* wil de EU tegen 2050 klimaatneutraal zijn en worden de doelstellingen inzake het terugdringen van de CO₂-uitstoot tegen 2030 aangescherpt. Bijgevolg zullen ook de doelstellingen en de nationale energie- en klimaatplannen (NEKP) van de lidstaten worden herzien. De Europese Commissie heeft ons land op 14 oktober 2020 de analyseresultaten van ons NEKP bezorgd en heeft zich daarbij behoorlijk kritisch uitgelaten. Ons land kan dus niet anders dan het NEKP onverwijld te herzien. Wat zijn ter zake de intenties van de minister? Is er al een eerste onderhoud met de gewesten gepland? Mevrouw Dierick herinnert eraan dat de redactie van de eerste versie van het NEKP twee jaar in beslag heeft genomen; ze heeft er echter alle vertrouwen in dat de minister niet zo lang zal wachten om concrete actie te ondernemen.

In haar beleidsnota heeft de minister het over een interfederaal investeringsplan als cruciaal instrument voor de klimaattransitie. Via een fiscale hervorming moeten duidelijke prijssignalen worden gegeven. Hoe ziet de minister de samenwerking met de minister van Financiën in dat verband? Hoe zal de minister ervoor zorgen dat een dergelijke hervorming sociaal rechtvaardig is voor de meest kwetsbare gezinnen?

De spreker benadrukt dat voor de Nationale Klimaatcommissie (NKC) een belangrijke rol is weggelegd inzake de interfederale samenwerking. Tijdens de vergadering van de interparlementaire klimaatdialoog

manque de transparence de la CNC notamment vis-à-vis du Parlement. Mme Dierick constate dès lors avec enthousiasme que la ministre partage cette analyse. L'oratrice souhaite connaître les intentions précises de la ministre.

Concernant la thématique environnement, il est très positif que la ministre mette l'accent sur la protection de la biodiversité. L'oratrice salue particulièrement l'annonce d'une stratégie nationale concertée avec les Régions et demande davantage d'informations à cet égard.

L'exposé renvoie également au *Green Deal* et au Plan d'action de l'Union européenne pour une économie circulaire, qui serviront de base aux actions relatives aux produits que la ministre compte entreprendre durant cette législature. Pour le groupe CD&V il importe à cet égard de travailler sur la durée de vie des produits, sur une obligation faite aux fabricants de prévoir un stock suffisant de pièces de rechange ainsi que sur l'amélioration des possibilités de recyclage. Qu'en pense la ministre.

La ministre annonce en outre vouloir utiliser "la législation relative aux normes de produits pour des objectifs environnementaux tels qu'une meilleure qualité de l'air et la réduction des gaz à effet de serre, y compris pour les appareils de chauffage, les carburants et les produits de construction" (DOC 55 1610/007, p. 18). Mme Dierick demande des précisions à cet égard. Elle invite la ministre à consulter au préalable les organisations professionnelles et à prévoir des périodes de transition suffisantes pour que les chaînes de production puissent être adaptées.

Enfin, concernant le *Green Deal*, la ministre déclare que "[sur] la base des recommandations opérationnelles de la Commission européenne, le gouvernement fédéral développera avec les Régions un plan interfédéral ambitieux en ligne avec le *Green Deal* européen. Le plan de relance et de transition du gouvernement vise à accélérer la transition vers une économie durable et résiliente". Mme Dierick demande des précisions. Quels sont les rôles respectifs de la ministre et du ministre en charge de la Relance?

Mme Greet Daems (PVDA-PTB) rappelle que le premier ministre a qualifié l'accord de gouvernement d'accord le plus vert jamais conclu. Les attentes de son groupe sont dès lors à la hauteur des ambitions affichées.

van 13 oktober 2020 werd gewezen op het gebrek aan transparantie van de NKC, meer bepaald ten aanzien van het Parlement. Mevrouw Dierick is dan ook verheugd vast te stellen dat de minister die analyse deelt. De spreekster zou graag weten wat de minister precies van plan is.

Wat het milieu betreft, is het een heel goede zaak dat de minister de klemtoon legt op de bescherming van de biodiversiteit. De spreekster is bijzonder ingenomen met de aangekondigde nationale strategie op basis van overleg met de gewesten en vraagt hierover meer informatie.

In de beleidsverklaring wordt tevens verwezen naar de *Green Deal* en naar het Actieplan van de Europese Unie voor een circulaire economie, die als basis zullen dienen voor de productgebonden acties die de minister tijdens deze regeerperiode wil nemen. Voor de CD&V-fractie is het in dat verband belangrijk iets te doen aan de levensduur van de producten en werk te maken van een verplichting voor de producenten om te voorzien in een voldoende voorraad reserveonderdelen en van een verbetering van de recyclingmogelijkheden. Wat is ter zake het standpunt van de minister?

De minister kondigt bovendien aan de wetgeving inzake productnormering te willen gebruiken "voor milieudoelen zoals een betere luchtkwaliteit en vermindering van broeikasgassen, o.a. voor verwarmingstoestellen, brandstoffen en bouwproducten" (DOC 55 1610/007, blz. 18). Mevrouw Dierick vraagt hierover meer verduidelijking. Ze roept de minister ertoe op de beroepsorganisaties vooraf te raadplegen en te voorzien in voldoende lange overgangperiodes opdat de productieketens tijdig kunnen worden aangepast.

Wat ten slotte de *Green Deal* betreft, geeft de minister aan dat de federale regering "op basis van de operationele aanbevelingen van de Europese Commissie (...) samen met de gewesten een ambitieus interfederaal plan [zal] opzetten in lijn met de Europese *Green Deal*. Het relance- en transitieplan van de regering heeft eveneens tot doel om de transitie naar een duurzame en veerkrachtige economie te maken.". Mevrouw Dierick vraagt om verduidelijking. Wat zijn de respectievelijke taken van de minister en van de minister bevoegd voor de relance?

Mevrouw Greet Daems (PVDA-PTB) wijst erop dat de eerste minister het regeerakkoord heeft aangemerkt als het groenste regeerakkoord ooit. Met dergelijke ambities zijn de verwachtingen van haar fractie dus hooggespannen.

L'oratrice dit soutenir nombre de ces ambitions et commence par souligner une série d'éléments positifs dans la note de la ministre.

Elle note premièrement que la crise climatique et environnementale est devenue une priorité. Elle rappelle le rôle essentiel qu'a joué à cet égard la jeunesse (*Youth4climate*, *Students4climate*...) qui par sa mobilisation est parvenue à influencer l'agenda politique.

L'engagement de la ministre à remplir les objectifs de l'Accord de Paris et son soutien aux objectifs renforcés annoncés par la Commission européenne (-55 % d'ici 2030) traduisent sa volonté de faire de la Belgique un état exemplaire sur le plan de lutte contre le réchauffement climatique. Ce que l'oratrice salue.

L'approche transversale de la ministre concernant les ODD, et sa volonté de les intégrer effectivement dans les stratégies des entreprises et organisations est également saluée.

L'oratrice accueille favorablement l'annonce d'une conférence nationale sur la transition juste, de même que la stratégie proposée de maintien et restauration de la biodiversité et des écosystèmes, en matière d'économie circulaire, de pesticides ou encore la réforme de la Commission Nationale Climat.

Cependant, pour Mme Daems, la ministre ne fait dans son exposé aucune analyse des causes de la crise écologie et climatique actuelle. Si la ministre déclare que notre modèle est en cause et que la politique de ces 30 dernières années est un échec, elle n'identifie pas quel est précisément le modèle à l'origine des problèmes. Sans une analyse correcte des causes, l'on peut douter de l'efficacité des solutions proposées.

Pour Mme Daems, il est clair que ce modèle, c'est l'économie capitaliste. La crise climatique est une crise systémique. L'oratrice constate dès lors avec regret que la ministre s'inscrit totalement dans l'approche néolibérale du *Green Deal*, qui consiste à se reposer sur le libre jeu du marché, des mécanismes de prix, et sur les initiatives des entreprises. Pour Mme Daems, c'est précisément le libre marché qui avec sa logique de gain à court terme et de croissance débridée, est en cause. Elle rappelle que selon une étude menée par le PVDA-PTB, l'on dénombre en Belgique cinq grandes entreprises qui sont responsables à elles-seules de 20 % des émissions de notre pays, soit davantage que toutes

De spreekster geeft aan dat ze veel van die ambities steunt. Eerst en vooral benadrukt ze een aantal positieve aspecten in de beleidsnota van de minister.

Ten eerste stelt de spreekster vast dat het aanpakken van de klimaat- en milieucrisis een speerpunt is geworden. Ze wijst op de cruciale rol die de jeugd in dezen heeft gespeeld (*Youth4climate*, *Students4climate* enzovoort); door haar mobiliserende kracht is ze erin geslaagd haar stempel te drukken op de politieke agenda.

Het feit dat de minister zich ertoe verbindt de doelstellingen van het Akkoord van Parijs te verwezenlijken en dat ze de aangescherpte doelstellingen van de Europese Commissie (-55 % tegen 2030) steunt, geeft blijk van haar bereidheid om van België een modelstaat te maken inzake het tegengaan van de klimaatopwarming. De spreekster juicht dit toe.

Tevens verheugt mevrouw Daems zich over de transversale aanpak van de minister inzake de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen en over haar streven om die daadwerkelijk op te nemen in de strategie van de ondernemingen en de organisaties.

De spreekster is ingenomen met de aankondiging van een nationale conferentie over de rechtvaardige transitie en met de voorgestelde strategie voor het behoud en het herstel van de biodiversiteit en de ecosystemen inzake circulaire economie, pesticiden, alsook met de hervorming van de Nationale Klimaatcommissie.

Niettemin wijst mevrouw Daems erop dat de beleidsverklaring van de minister geen analyse van de oorzaken van de huidige milieu- en klimaatcrisis bevat. De minister geeft weliswaar aan dat ons model hieraan ten grondslag ligt en dat het beleid van de afgelopen dertig jaar heeft gefaald, maar ze geeft niet aan wat dat model – dat aan de problemen ten grondslag ligt – precies inhoudt. Zonder een correcte analyse van de oorzaken, valt te betwijfelen of de voorgestelde oplossingen doeltreffend zullen zijn.

Volgens mevrouw Daems is dat model duidelijk dat van de kapitalistische economie. De klimaatcrisis is een systeemcrisis. Tot haar spijt moet de spreekster dan ook vaststellen dat de minister volledig meegaat met de neoliberale benadering van de *Green Deal*, gebaseerd op de vrije marktwerking, het vrije spel van de prijzen en op de initiatieven van de ondernemingen. Mevrouw Daems meent dat het probleem net wordt veroorzaakt door die vrije markt, die gericht is op kortetermijnwinst en ongebreidelde groei. Uit een studie van PVDA-PTB blijkt dat vijf grote Belgische ondernemingen in hun eentje verantwoordelijk zijn voor 20 % van de uitstoot in ons land; dat is meer dan alle gezinnen samen. Die grote

les familles réunies. Ce sont ces grands pollueurs qu'il nous faut combattre. Le *Green Deal* fait tout l'inverse: il a essentiellement pour objectif de renforcer la position concurrentielle de l'Union et de lui conférer un monopole sur une série de nouveaux marchés. Ce faisant l'on distribue des cadeaux aux entreprises et l'on fait payer les citoyens.

Mme Daems regrette d'autant plus cette approche qu'une alternative est possible.

Il faut tout d'abord responsabiliser les producteurs en imposant aux entreprises des normes contraignantes en matière de réduction réelles des émissions. Il s'agit de réduire effectivement les émissions et non de permettre l'achat de certificats CO₂. De cette façon l'on oblige les producteurs à effectuer les bons choix quant à leur méthode de production.

Des investissements publics massifs sont également indispensables: production d'énergie renouvelable, économies d'énergie, rénovations, transports publics etc... Ces investissements doivent garantir le caractère socialement juste de la transition afin que le Pacte vert soit également rouge.

Enfin, l'oratrice estime qu'il est temps d'abandonner la logique de marché et prône une planification écologique. Elle cite à cet égard les objectifs en matière de réduction d'émissions de CO₂. Ces derniers doivent être fixés sur la base de ce qui est scientifiquement prouvé comme étant nécessaire, pas sur la base de ce que le marché permet. Pourquoi se limiter à un objectif de -55 % dont on sait déjà aujourd'hui qu'il est insuffisant?

Mme Daems revient ensuite sur la question de la taxe carbone, mesure à laquelle elle s'oppose vivement. Cette taxe repose sur une logique de marché ayant pour objectif d'influencer les comportements par le biais de signaux de prix. Pour l'oratrice un tel instrument ne peut fonctionner dans cette matière pour la bonne et simple raison que l'on touche aux besoins de base des gens, et que ceux-ci ne sont dès lors pas en mesure de modifier leur comportement: certains travailleurs ne peuvent par exemple pas se passer de leur voiture, de même qu'une mère qui vit seule avec ses enfants ne pourra pas couper le chauffage de la maison, même si la facture augmente. Il s'agit d'offrir aux citoyens des alternatives pour répondre à leur besoin de base. Mme Daems renvoie au concept d'élasticité, c'est-à-dire la mesure dans laquelle une variation des prix provoque un changement de comportement. Il n'y a que très peu d'élasticité en matière de besoins de base.

vervuilers moeten worden aangepakt. De *Green Deal* doet net het omgekeerde, aangezien dat plan voornamelijk beoogt de concurrentiepositie van de Europese Unie te verstevigen en de EU een monopolie op een aantal nieuwe markten te verstrekken. Op die manier worden cadeaus uitgedeeld aan de ondernemingen en doet men de burgers betalen.

Mevrouw Daems betreurt die aanpak des te meer omdat een alternatief mogelijk is.

Eerst en vooral moeten de producenten worden geresponsabiliseerd door de ondernemingen dwingende normen inzake de daadwerkelijke uitstootvermindering op te leggen. Het moet de bedoeling zijn de uitstoot echt te verminderen, veeleer dan de aankoop van CO₂-certificaten mogelijk te maken. Aldus verplicht men de producenten ertoe goede keuzes te maken en voor de juiste productiemethode te gaan.

Voorts zijn massale overheidsinvesteringen nodig in de volgende sectoren: hernieuwbare-energieproductie, energiebesparing, renovatie, openbaar vervoer enzovoort. Die investeringen moeten de sociale rechtvaardigheid van de transitie waarborgen, opdat de *Green Deal* ook rood zou kleuren.

Tot slot meent de sprekerster dat het tijd wordt de marktlogica los te laten, ten voordele van een ecologische planmatige aanpak. Ter zake verwijst zij naar de doelstellingen inzake de vermindering van de CO₂-uitstoot. Die moeten worden vastgelegd op basis van de wetenschappelijk bewezen vereisten, niet op de mogelijkheden van de markt. Waarom beperkt men zich tot een beoogde vermindering van 55 % wanneer men nu al weet dat dit ontoereikend zal zijn?

Mevrouw Daems gaat vervolgens in op de koolstofaks, waartegen zij sterk gekant is. Die taks berust op een marktlogica die erop gericht is de gedragingen aan te sturen via prijssignalen. De sprekerster meent dat een dergelijk instrument niet op die manier kan functioneren, om de eenvoudige reden dat men raakt aan de basisbehoeften van de burgers, waardoor die niet bij machte zijn hun gedrag bij te sturen. Sommige werknemers kunnen bijvoorbeeld niet zonder hun wagen, en een alleenstaande moeder met kinderen kan de verwarming thuis niet uitzetten, ook al stijgt de factuur. De burgers moeten alternatieven krijgen om aan hun basisbehoeften te voldoen. Mevrouw Daems verwijst naar het begrip prijselasticiteit, *i.e.* de mate waarin een prijsvariatie een gedragsverandering teweegbrengt. Met betrekking tot de basisbehoeften is de prijselasticiteit heel klein.

Le principe du pollueur-payeur se transforme en celui de "qui paye peut polluer". L'on constate que ce principe, loin de mener à l'autorégulation, permet en réalité aux producteurs de continuer à polluer en répercutant le prix dans ses produits, et aux consommateurs d'acheter des produits polluants mais plus chers.

La taxe carbone constitue en outre une mesure sociale. Selon une étude de l'administration fédérale, une telle taxe s'élèverait à environ 281 euros par an par ménage en moyenne, ce qui représente une perte de pouvoir d'achat importante, et ce plus particulièrement pour les familles qui sont déjà en difficulté. La correction sociale annoncée ne vise que les plus précarisés c'est-à-dire 2 à 3 % de la population, faisant peser le poids de la taxe sur les classes moyennes. Mme Daems rappelle que le mouvement des gilets jaunes en France est né dans des circonstances similaires. Une politique climatique ne peut réussir que si elle est socialement juste. Il ne peut s'agir de faire payer les travailleurs alors que les entreprises touchent de subsides.

L'oratrice aborde ensuite la question de la gouvernance. Pour Mme Daems, la réalisation des ambitions annoncées nécessite une grande coopération et collaboration avec et entre les entités fédérées. Or l'on constate dans la pratique un blocage, en particulier côté flamand. Les intentions de la ministre pour résoudre cette situation ne ressortent pas clairement de son exposé. Pour l'oratrice une politique efficace nécessite une unité de commandement. Elle plaide pour une refédéralisation des compétences en matière de climat et d'énergie dans le cadre d'une nouvelle réforme de l'état. Dans l'intervalle elle invite la ministre à adopter rapidement une loi-climat contraignante. Elle demande dans quel délai la ministre compte proposer une réforme de l'article 7bis de la Constitution.

Mme Daems aborde ensuite certaines questions plus spécifiques.

Concernant le plan interfédéral d'investissements annoncé, il ressort des premiers chiffres mis à disposition dans le cadre de la discussion de l'accord de gouvernement qu'il s'élèverait à 750 millions d'euros pour les quatre prochaines années, soit en moyenne 187,5 millions d'euros par an. Ce chiffre semble beaucoup trop faible si on se rappelle que le seul CRM coûtera deux fois plus cher. Des études démontrent en outre que nous aurions besoin d'environ 10 milliards par an en investissements publics et privés.

L'accord de gouvernement prévoit que la Société Fédérale de Participations et d'Investissement cessera

Op die manier onttaardt het beginsel "de vervuiler betaalt" tot "wie betaalt, mag vervuilen". Vastgesteld wordt dat dit beginsel helemaal niet tot zelfregulering leidt, maar *de facto* de producenten een vrijgeleide biedt om te blijven vervuilen en die kosten in hun producten te verrekenen, waardoor de consumenten vervuilende maar duurdere producten kopen.

De koolstoftaks is bovendien een asociale maatregel. Volgens een studie van de federale overheid zou een dergelijke taks elk gezin jaarlijks gemiddeld ca. 281 euro kosten; dat is een groot koopkrachtverlies, in het bijzonder voor de gezinnen die het nu al moeilijk hebben. De aangekondigde sociale correctie geldt alleen voor de meest kwetsbaren, namelijk 2 % tot 3 % van de bevolking, waardoor het gewicht van de taks op de schouders van de middenklasse terecht komt. Mevrouw Daems herinnert eraan dat de protesten van de gele hesjes in Frankrijk in gelijkaardige omstandigheden zijn ontstaan. Een klimaatbeleid kan alleen slagen wanneer het sociaal rechtvaardig is. Het is onbehoorlijk de werknemers te doen betalen terwijl de ondernemingen subsidies krijgen.

De spreker gaat vervolgens in op het goed bestuur. Volgens haar zal de verwezenlijking van de aangekondigde ambities verregaande medewerking van en samenwerking met de deelstaten vereisen. In de praktijk moet echter worden vastgesteld dat een en ander niet bepaald vlot loopt, in het bijzonder aan Vlaamse kant. In de beleidsverklaring wordt niet verduidelijkt hoe de minister dat probleem denkt op te lossen. De spreker meent dat een doeltreffend beleid eenheid van commando vergt. Zij pleit voor een herfederalisering van de bevoegdheden inzake klimaat en energie in het kader van een nieuwe staatshervorming. In afwachting daarvan verzoekt zij de minister onverwijld een dwingende klimaatwet te doen aannemen. Zij vraagt binnen welke termijn de minister een hervorming van artikel 7bis van de Grondwet denkt voor te stellen.

Mevrouw Daems gaat vervolgens in op een aantal specifiekere kwesties.

Met betrekking tot het aangekondigde interfederaal investeringsplan blijkt uit de cijfers die bij de bespreking van het regeerakkoord werden voorgelegd, dat voor dit plan de volgende vier jaar 750 miljoen euro zal worden uitgetrokken, dus gemiddeld 187,5 miljoen euro per jaar. Dat lijkt veel te weinig, want alleen al het capaciteitsvergoedingsmechanisme zal het dubbele kosten. Bovendien blijkt uit studies dat jaarlijks voor ongeveer 10 miljard euro aan overheids- en privéinvesteringen nodig zouden zijn.

Volgens het regeerakkoord zal de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij tegen 2030 haar activiteiten

toute activité dans les combustibles fossiles d'ici 2030. L'exposé de la ministre est muet à cet égard. Pourquoi une échéance si éloignée?

En ce qui concerne le financement international de la lutte contre le réchauffement climatique, si l'exposé réaffirme la volonté d'augmenter la part de la Belgique, il reste vague sur les montants engagés, le calendrier et les mesures prévus. Mme Daems demande des précisions. Comment le gouvernement garantira-t-il que cette augmentation ne se fera pas au détriment des moyens alloués à la coopération au développement?

Mme Daems souligne le manque de cohérence de l'exposé en ce qu'il omet d'aborder la question des biocarburants de la première génération, produits à base de produits agricoles. Le danger de ces produits pour la sécurité alimentaire, les droits de l'homme, la biodiversité et le climat est pourtant bien connu. La ministre compte-t-elle prévoir l'abandon progressif de ces produits dans le cadre de la prochaine adaptation du PNEC?

De même, l'exposé d'orientation politique est muet sur la question de l'exploitation minière des grands fonds marins ainsi que des néonicotinoïdes. Quelles sont les intentions de la ministre?

Enfin, alors que l'accord de gouvernement évoque la possible mise en place d'un système de consigne et aborde (quoique de manière sibylline) la question des OGM, aucune précision n'est ici apportée. Qu'en est-il?

En conclusion, si l'exposé comporte des points positifs, de nombreuses questions se posent encore. Le groupe PVDA-PTB entend mener une opposition de gauche constructive.

M. Patrick Dewael (Open Vld), président, rappelle que si les débats relatifs à l'exposé d'orientation politique et à la note de politique générale peuvent être joints, ces deux documents constituent cependant un exercice différent. L'exposé d'orientation politique a été créé, sur le modèle des auditions (hearings) organisées par le Parlement européen préalablement à l'entrée en fonction des Commissaires européens. Si la note de politique générale doit être concrétisée et reposer sur des données chiffrées, l'exposé d'orientation politique comprend une vision à long terme et décrit les grands axes que le ministre entend mener pour le reste de la législature.

in verband met fossiele brandstoffen stopzetten. In de beleidsverklaring van de minister wordt daarover niets gezegd. Waarom worden die activiteiten niet eerder stopgezet?

Wat de internationale financiering van de klimaatopwarmingsbestrijding betreft, wordt in de beleidsverklaring weliswaar andermaal bevestigd dat ons land zijn bijdrage wil optrekken, maar wordt geen duidelijkheid geschept over de toegezegde bedragen, het tijdsplan en de geplande maatregelen. Mevrouw Daems vraagt om verduidelijking. Hoe zal de regering waarborgen dat die verhoging niet ten koste zal gaan van de middelen voor ontwikkelingssamenwerking?

Mevrouw Daems beklemtoont dat de beleidsverklaring samenhang ontbeert, aangezien ze niet ingaat op het vraagstuk van de biobrandstoffen van de eerste generatie, die worden geproduceerd op basis van landbouwproducten. Het gevaar van die brandstoffen voor de voedselzekerheid, de mensenrechten, de biodiversiteit en het klimaat is nochtans genoegzaam bekend. Is de minister van plan de geleidelijke uitfasering van die brandstoffen op te nemen in de volgende aangepaste versie van het NEKP?

Bovendien wordt in de beleidsverklaring niet gerept van de ontginning van de diepzeebodem, noch van de neonicotinoïden. Wat zijn ter zake de intenties van de minister?

In het regeerakkoord wordt tot slot vermeld dat mogelijk een statiegeldsysteem zal worden ingevoerd en wordt (weliswaar op sibyllijnse wijze) het ggo-vraagstuk aangesneden, maar in de beleidsverklaring is daarover echter geen enkele verduidelijking terug te vinden. *Quid?*

Mevrouw Daems besluit dat de beleidsverklaring weliswaar positieve elementen bevat, maar dat er veel vragen blijven. De PVDA-PTB-fractie is van plan een constructieve linkse oppositie te voeren.

De voorzitter Patrick Dewael (Open Vld) wijst erop dat de beleidsverklaring en de beleidsnota weliswaar samen kunnen worden besproken, maar dat die beide documenten elk iets anders behelzen. De beleidsverklaring is ontstaan naar het voorbeeld van de zogenaamde hearings (hoorzittingen) die in het Europees Parlement worden georganiseerd voordat de Europees commissarissen hun ambt opnemen. De beleidsnota is een concrete nota die moet berusten op cijfergegevens, terwijl de beleidsverklaring een langetermijnvisie behelst en de krachtlijnen toelicht van het beleid dat de minister tijdens de regeerperiode wil voeren.

Le débat peut dès lors prendre une tournure idéologique. L'intervention de la représentante du groupe PVDA-PTB en est un exemple. M. Dewael estime cependant que dans cette matière, il ne s'agit pas de mener un tel débat. Parler de lutte des classes ou opposer le libre marché à d'autres modèles, tel n'est pas ce dont les citoyens ont besoin. Une chaîne de commande unique, telle que préconisée par Mme Daems, ne répond pas, dans les pays où elle est mise en œuvre, aux principes de la démocratie. Le fait que la problématique du réchauffement climatique soit complexe et nécessite une concertation intensive entre les niveaux de pouvoir ne constitue pas un problème en soi. Le problème est complexe partout dans le monde. Et partout les appels à la collaboration se font entendre. Le membre rappelle que le très récent vainqueur des élections présidentielles américaines a lui-même lancé un appel à la coopération au sein des institutions de son pays, mais également entre les États-Unis et le reste du monde. Les déclarations de Joe Biden relatives à la prochaine signature par les États-Unis de l'Accord de Paris constituent un signal fort d'espoir.

Pour M. Dewael, si nous voulons vraiment résoudre la crise climatique, rien n'est impossible. L'orateur réfute les allégations pessimistes souvent entendues selon lesquelles le monde serait au bord du gouffre. Il est parfaitement possible de réconcilier économie et écologie. L'orateur s'oppose fermement à l'idée que l'un serait l'ennemi de l'autre, les deux sont complémentaires et peuvent se renforcer. De nombreuses entreprises, et en particulier des PME, font œuvre pionnière en matière de respect de l'environnement et de durabilité. Ces entreprises développent des stratégies très pragmatiques qui donnent de bons résultats concrets et ce parfois en dépit des politiques menées et de la réglementation applicable.

M. Dewael revient ensuite sur la pandémie de la COVID-19. Si cette dernière est souvent présentée comme destructrice pour notre économie, elle constitue également une opportunité: celle de repenser en partie notre modèle économique, et de prendre en marche le train de la révolution numérique et de la révolution verte. La politique de relance de l'Union Européenne part précisément de cette approche, qui prend corps dans le *Green Deal*. Il est fondamental que la relance ne consiste pas uniquement à une distribution d'argent au profit des citoyens et entreprises, mais que cet argent soit distribué dans le cadre d'une approche et d'une politique commune. M. Dewael rappelle le plaidoyer tenu en ce sens par le vice-président de la Commission européenne, M. Frans Timmermans, lors de son audition dans le cadre du Dialogue Interparlementaire sur le Climat.

De bespreking kan derhalve een ideologische wending nemen. Het betoog van de vertegenwoordigster van de PVDA-PTB-fractie is daar een voorbeeld van. Volgens de heer Dewael is het in dezen echter niet de bedoeling een dergelijk debat te voeren. De burger is niet gebaat bij een betoog over de klassenstrijd hebben, noch bij de toetsing van het vrijemarktmodel aan andere modellen. De eenheid van commando, zoals mevrouw Daems die bepleit, strookt in de landen waar die eenheid wordt gehanteerd, niet met de beginselen van de democratie. De complexiteit van de klimaatopwarming en het feit dat het tegengaan ervan intensief overleg tussen de beleidsniveaus vereist, zijn op zich geen probleem. Dat probleem is overal ter wereld complex. Daarenboven wordt overal opgeroepen tot samenwerking. Het lid herinnert eraan dat de zeer recente winnaar van de Amerikaanse presidentsverkiezingen zelf ertoe opgeroepen niet alleen intern, binnen de instellingen van zijn land, samen te werken, maar ook heeft aangedrongen op een samenwerking tussen de Verenigde Staten en de rest van de wereld. De uitspraken van Joe Biden over de nakende ondertekening van het Akkoord van Parijs door de Verenigde Staten zijn zeer hoopgevend.

Als we de klimaatcrisis echt willen oplossen, is volgens de heer Dewael niets onmogelijk. De spreker weerlegt de vaak gehoorde pessimistische beweringen dat de wereld aan de rand van de afgrond zou staan. Economie en ecologie kunnen perfect samengaan. De spreker verzet zich ten stelligste dat deze vijanden zijn van elkaar, beide zijn complementair en kunnen elkaar versterken. Veel bedrijven, in het bijzonder kmo's, verrichten pionierswerk inzake respect voor het milieu en inzake duurzaamheid. Die ondernemingen ontwikkelen zeer pragmatische strategieën die goede, concrete resultaten opleveren, soms ondanks het gevoerde beleid en de vigerende regelgeving.

Vervolgens gaat de heer Dewael in op de COVID-19-pandemie. Ofschoon deze vaak als destructief voor onze economie wordt aangemerkt, biedt ze ook kansen, met name die om ons economisch model deels te herdenken en op de trein van de digitale en de groene revolutie te stappen. Het relancebeleid van de Europese Unie is gestoeld op die benadering, waaraan vorm is gegeven in de *Green Deal*. Het is van fundamenteel belang dat de relance niet alleen bestaat in het geven van geld aan de burgers en de bedrijven, maar ook dat dit geld wordt verdeeld in het kader van een gemeenschappelijke aanpak en een gemeenschappelijk beleid. De heer Dewael herinnert aan het pleidooi dat de vicevoorzitter van de Europese Commissie, de heer Frans Timmermans, in die zin heeft gehouden tijdens de met hem gehouden hoorzitting in het kader van het Interparlementair Klimaatoverleg.

La lutte contre le changement climatique doit être au cœur de toutes les politiques. La défense de l'environnement et la croissance économique vont de pair. Il faut offrir aux gens des perspectives: l'optimisme est un devoir moral.

La nécessité de concertation avec les entités fédérées a été soulignée à de nombreuses reprises par les membres de la commission. Il est exact que la lutte contre le réchauffement climatique relève à la fois des niveaux fédéral, régional et local, et ce dans un cadre largement dessiné par l'Union européenne. Il est également exact qu'un tel modèle est complexe, demande une grande volonté de coopération, la conclusion d'accords de coopération et que ce modèle devra peut-être être repensé pour être adapté lors d'une éventuelle prochaine réforme de l'État. La pratique a cependant démontré que des consensus entre les niveaux de pouvoir était possible. Les citoyens se moquent des petits jeux politiques. Si celles-ci doivent pour l'instant être prises dans un cadre institutionnel complexe, elles le seront. Il s'agit là d'un objectif réalisable.

M. Dewael ajoute que si les compétences de la ministre en matière de lutte contre le réchauffement climatique sont ce qu'elles sont, elles peuvent faire la différence. L'orateur pense par exemple au verdissement du parc de voitures de société, à une politique fiscale intelligemment pensée, à une rénovation des bâtiments publics fédéraux.

Quant au prix du carbone, quel que soit le nom qu'on donne aux mesures projetées, il convient pour l'orateur de se référer à l'accord de gouvernement qui, pour l'orateur, constitue l'élément clé, et le point de référence, qui prévoit d'adapter la fiscalité à la transition écologique: "La fiscalité sera analysée en vue de la rendre plus favorable au climat et à l'environnement. Le gouvernement partira du principe du "pollueur-payeur" dans le cadre duquel il visera à décourager le plus possible l'usage des combustibles fossiles, via l'instauration d'un instrument fiscal. Plus concrètement, il examinera comment atteindre cet objectif par le biais de signaux de prix. En principe, il doit s'agir d'un instrument neutre d'un point de vue budgétaire, dont les revenus seront restitués à la population et aux entreprises. Cette mesure sera intégrée dans [une] plus vaste réforme fiscale". Cette réforme n'a pas encore été déposée devant le Parlement. La ministre s'est contentée de se référer à cet instrument dont la forme exacte doit encore être concrétisée. Une note de politique générale, un budget ainsi que des actions complémentaires du gouvernement suivront encore. L'orateur exprime son soutien plein et entier à l'accord de gouvernement, en ce compris les corrections sociales, si nécessaire. Les débats sont donc prématurés. Quoi

De strijd tegen de klimaatverandering moet in elk beleid centraal staan. De verdediging van het milieu en de economische groei gaan samen. Men moet mensen perspectief bieden: optimisme is een morele plicht.

De commissieleden hebben meermaals beklemtoond dat moet worden overlegd met de deelstaten. De strijd tegen de klimaatopwarming is immers zowel een zaak van de Federale Staat, de gewesten als van de lokale overheden, binnen een raamwerk dat grotendeels door de Europese Unie wordt uitgestippeld. Een dergelijk model is inderdaad complex, vereist een grote bereidheid tot samenwerking en het sluiten van samenwerkingsovereenkomsten. Dit model zal misschien moeten worden herijkt met het oog op een aanpassing bij een eventueel volgende staatshervorming. De praktijk heeft evenwel aangetoond dat een consensus tussen de beleidsniveaus mogelijk is. De mensen hebben geen boodschap aan politieke spelletjes. Ook wanneer die beslissingen momenteel binnen een complex institutioneel kader moeten worden genomen, zullen ze worden genomen. Dat is een haalbaar doel.

De heer Dewael voegt eraan toe dat de bevoegdheden van de minister inzake het tegengaan van de klimaatopwarming weliswaar zijn wat ze zijn, maar dat ze wel het verschil kunnen maken. De spreker denkt bijvoorbeeld aan de vergroening van het bedrijfswagenpark, een slim uitgedacht fiscaal beleid en een renovatie van de federale overheidsgebouwen.

Ongeacht de naam die zal worden gegeven aan de geplande maatregelen inzake de koolstofprijs, moet volgens de spreker hoe dan ook worden verwezen naar het regeerakkoord, dat voor de spreker het kernpunt en het ijkpunt is, dat een afstemming van de fiscaliteit op de ecologische transitie in uitzicht stelt: "De fiscaliteit zal worden bestudeerd om ze klimaat- en milieuvriendelijker te maken. We vertrekken vanuit het principe van de vervuiler betaalt, waarbij we het gebruik van fossiele brandstoffen zoveel mogelijk willen ontmoedigen door de invoering van een fiscaal sturend instrument. Meer concreet bekijken we hoe we dit via prijssignalen kunnen realiseren. In principe dient het hier te gaan over een budgetneutraal instrument waarbij inkomsten worden teruggegeven aan de bevolking en de bedrijven. Dit wordt ingebed in (...) [een] bredere fiscale hervorming". Die hervorming werd nog niet voorgelegd aan het Parlement. De minister heeft louter verwezen naar dat instrument, dat nog concreet gestalte moet krijgen. Er volgt nog een beleidsnota, er volgt nog een begroting en er zullen acties nog van de regering volgen. Hetgeen wat in het regeerakkoord geen niet de volle steun van de spreker, uiteraard met nodige sociale correcties indien noodzakelijk. De heisa is dus voorbarig. Wat er ook van zij, geeft de spreker aan dat hij

qu'il en soit l'orateur affirme soutenir sans réserve le cadre fixé par l'accord de gouvernement.

M. Kris Verduyckt (sp.a) salue l'exposé d'orientation politique de la ministre. Même si l'on se trouve actuellement dans une crise sanitaire, il ne faut pas perdre de vue que le changement climatique est le défi majeur. Cette question climatique a d'ailleurs un impact sur d'autres domaines: réfugiés, pauvreté, développement économique, développement technologique, etc.

L'intervenant est favorable au fait de coupler le plan de relance et la politique climatique via des investissements intelligents et la mise en œuvre d'une politique climatique socialement juste.

L'adhésion de tous est importante. Pour ce faire, la ministre a annoncé la mise en place de processus participatifs avec les différentes parties prenantes, notamment dans le cadre d'une Conférence nationale pour une transition juste. M. Verduyckt souhaiterait des précisions sur la manière dont ces processus participatifs seront organisés car la manière de faire aura un impact sur le succès de l'initiative. L'intervenant se réfère notamment à l'exemple néerlandais de "tables climatiques" qui ont porté leurs fruits.

Outre les secteurs concernés (bâtiment, transport, industrie, production d'énergie, agriculture, etc.), il est essentiel d'obtenir une adhésion de la population. Pour ce faire, il faut que les mesures prises soient socialement juste. M. Verduyckt estime que la manière la plus simple et la plus rapide de réduire les émissions d'une manière socialement juste consiste à aider les personnes les plus vulnérables à investir dans la réduction de la consommation d'énergie de leur logement.

Concernant les objectifs climatiques exposés par la ministre, ils sont à la fois clairs et ambitieux. Ceci impliquera une mise à jour du PNEC en concertation avec les régions.

La ministre a également annoncé une révision du financement climat international par le biais d'un accord de coopération entre l'État fédéral et les entités fédérées. L'orateur fait toutefois remarquer que le temps presse car le financement précédent arrive bientôt à échéance et le prochain sommet Climat est prévu pour décembre 2020. La société civile souhaiterait avoir rapidement plus de clarté sur la contribution du niveau fédéral à ce financement climat international.

het krachtens het regeerakkoord vastgelegde raamwerk zonder enig voorbehoud zal steunen.

De heer Kris Verduyckt (sp.a) is ingenomen met de beleidsverklaring van de minister. Ook al bevinden wij ons momenteel in een gezondheidscrisis, toch mag niet uit het oog worden verloren dat de klimaatverandering de grote uitdaging is. Dat klimaatvraagstuk heeft trouwens een weerslag op andere gebieden: vluchtelingen, armoede, economische ontwikkeling, technologische ontwikkeling enzovoort.

De spreker is ervoor gewonnen om het relanceplan en het klimaatbeleid aan elkaar te koppelen via intelligente investeringen en via de tenuitvoerlegging van een sociaal rechtvaardig klimaatbeleid.

Het is belangrijk dat iedereen zich daarachter schaart. Met dat doel heeft de minister aangekondigd dat participatieve processen zullen worden opgezet met de verschillende belanghebbenden, onder meer in het kader van een Nationale Conferentie voor een rechtvaardige transitie. De heer Verduyckt wenst nadere toelichting over de manier waarop die participatieve processen zullen worden georganiseerd, want de werkwijze zal een impact hebben op het welslagen van het initiatief. De spreker verwijst met name naar het Nederlandse voorbeeld van de "klimaattafels", die vruchten hebben afgeworpen.

Afgezien van de betrokken sectoren (de bouwsector, de transportsector, de industrie, de energieproductie, de landbouw enzovoort) is het cruciaal dat een en ander de steun krijgt van de bevolking. Daartoe moeten de genomen maatregelen sociaal rechtvaardig zijn. Volgens de heer Verduyckt bestaat de eenvoudigste en snelste manier om de uitstoot sociaal en rechtvaardig terug te dringen erin de meest kwetsbare mensen te helpen om te investeren in de vermindering van het energieverbruik in hun woning.

De door de minister uiteengezette klimaatdoelstellingen zijn zowel duidelijk als ambitieus. Zulks zal impliceren dat het NEKP in overleg met de gewesten bij de tijd wordt gebracht.

Voorts heeft de minister aangekondigd dat er een herziening van de internationale klimaatfinanciering komt via een samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de deelstaten. De spreker merkt echter op dat de tijd dringt, daar de vorige financiering binnenkort ten einde loopt en de volgende klimaatop voor december 2020 is gepland. Het middenveld zou graag spoedig meer duidelijkheid krijgen over de bijdrage van het federale echelon tot die internationale klimaatfinanciering.

Concernant le prix carbone, il est important que le coût de l'empreinte écologique soit compris dans le prix des produits. Cela jouera sur le comportement des producteurs et des consommateurs. Il faut encore étudier quel serait le meilleur dispositif. Mais, l'essentiel est que ça se fasse de manière socialement juste et que personne ne soit laissé pour compte.

L'intervenant rappelle également l'importance du dossier du "passeport produits" européen pour mener une bonne politique climatique. Cela permettrait d'éviter des situations telles que celle où les crevettes de la mer du Nord qui sont envoyées par avion en Afrique du Nord pour être épluchées avant de revenir en Belgique.

M. Wouter Raskin (N-VA) intervient ensuite sur les volets de l'environnement, de la biodiversité et de l'économie circulaire.

L'orateur espère que la ministre et le groupe N-VA pourront s'accorder sur le thème de la lutte contre le commerce illégal de bois, d'animaux sauvages et de plantes. L'orateur rappelle l'initiative précédente prise par la N-VA pour mettre un terme au trafic d'ivoire. Il renvoie également à la proposition de résolution actuellement en discussion concernant la viande de brousse.

Concernant l'économie circulaire, la ministre a annoncé un élargissement du champ d'application de la directive européenne sur l'écoconception. M. Raskin met la ministre en garde contre la tentation de faire du "gold plating" car un tel élargissement ne peut être annoncé que sous réserve d'une procédure de notification TRIS.

La ministre a également annoncé vouloir soutenir l'inscription de standards environnementaux et sociaux élevés dans le cadre des accords commerciaux de libre-échange conclus par l'Union européenne. L'intervenant espère que la ministre n'est pas en train de prôner une forme de protectionnisme qui remettrait en cause le libre-échange. Il fait remarquer que les accords commerciaux sont une matière délicate dans laquelle il faut rechercher le juste équilibre. Et, il ne faut pas remettre en cause les engagements déjà pris.

M. Raskin note que le passage de l'exposé de la ministre concernant les produits chimiques est particulièrement vague, là où la ministre précédente était généralement beaucoup plus concrète.

Concernant le *Green Deal*, l'orateur invite la ministre à être particulièrement vigilante aux intérêts de la Belgique lorsqu'il s'agira de répartir l'effort des émissions non

In verband met de koolstofprijs is het belangrijk dat de kosten van de ecologische voetafdruk in de prijs van de producten is inbegrepen. Dat zal op het gedrag van producenten en consumenten inwerken. Er moet nog worden bestudeerd wat de beste regeling zou zijn. De hoofdzaak is echter dat dit op een sociaal rechtvaardige manier gebeurt en dat niemand aan zijn lot wordt overgelaten.

Ook herinnert de spreker eraan hoe belangrijk het dossier van het Europese "productpaspoort" is voor een goed klimaatbeleid. Zulks zou het mogelijk maken om situaties te voorkomen zoals die waarbij Noordzeegarnalen naar Noord-Afrika worden overgevologen om daar gepeld te worden voordat ze naar België terugkeren.

De heer Wouter Raskin (N-VA) heeft het vervolgens over de onderdelen milieu, biodiversiteit en circulaire economie.

De spreker hoopt dat de minister en de N-VA-fractie het eens zullen kunnen worden over het thema van de bestrijding van de illegale handel in hout, wilde dieren en planten. De spreker attendeert op het eerdere initiatief van de N-VA om een einde te maken aan de ivoorhandel. Tevens verwijst hij ook naar het voorstel van resolutie over *bushmeat* dat thans wordt besproken.

Aangaande de circulaire economie heeft de minister een verruiming van het toepassingsgebied van de Europese *ecodesign*-richtlijn aangekondigd. De heer Raskin waarschuwt de minister voor de verleiding om aan *gold plating* te doen, want een dergelijke verruiming mag alleen onder voorbehoud van een TRIS-kennisgevingsprocedure worden aangekondigd.

Voorts heeft de minister aangekondigd dat zij haar steun wil verlenen aan de opnemings van hoogstaande milieunormen en sociale normen in het kader van de vrijhandelsovereenkomsten die de Europese Unie sluit. De spreker hoopt dat de minister niet aan het pleiten is voor een vorm van protectionisme die de vrijhandel in het gedrang zou brengen. Hij wijst erop dat handelsovereenkomsten een kiese aangelegenheid zijn waarin naar het juiste evenwicht moet worden gestreefd. Bovendien mogen de al aangegane verbintenissen niet ter discussie worden gesteld.

De heer Raskin merkt op dat de passage over chemicaliën in de beleidsverklaring van de minister bijzonder vaag is, terwijl de vorige minister doorgaans veel concreter was.

Aangaande de *Green Deal* verzoekt de spreker de minister om bijzonder waakzaam te zijn inzake de belangen van België als het erom zal te doen zijn de inspanningen

reprises dans le système d'échange de quotas d'émissions de l'Union européenne, ainsi que l'argent de ce plan.

Il attire également l'attention de la ministre sur le fait qu'elle ne peut pas mener sa politique à tous les niveaux de pouvoirs en Belgique. La ministre est compétente au niveau fédéral. Pour les autres niveaux de pouvoir, elle peut tout au plus organiser des concertations et des coopérations. Cela n'est pas toujours clairement formulé dans son exposé.

Concernant le plan de relance et de transition, M. Raskin estime qu'il ne devrait pas se limiter à la dimension écologique. En effet, pour pouvoir supporter tous les coûts auxquels on doit faire face en raison de la crise, il faut éviter que les mesures coûtent plus cher à cause de cette dimension écologique, et qu'on soit donc contraint d'en faire moins. Il rappelle que chaque euro ne peut être dépensé qu'une seule fois.

L'intervenant est évidemment d'accord avec le fait que les personnes les plus vulnérables doivent être soutenues. En revanche, certaines formulations de l'exposé donnent l'impression de vouloir faire du combat contre le changement climatique, une lutte des classes, ce qui ne devrait pas être le cas.

De la même manière, M. Raskin invite la ministre à la prudence lorsqu'elle affirme vouloir utiliser la transition pour servir la justice sociale et transformer la vie des entreprises et le travail. Il ne faudrait en effet pas se diriger vers une économie planifiée.

L'orateur souhaiterait des précisions sur l'organisation projetée par la ministre de conférences internationales et nationales sur la transition. Quels acteurs seraient invités à y participer? M. Raskin souligne l'importance que tout le monde puisse être entendu.

En ce qui concerne la mise en place d'une stratégie fédérale de durabilité des filières d'importation qui réponde aux différents enjeux de l'accord du gouvernement, l'intervenant attire l'attention de la ministre sur l'impact d'une telle stratégie sur le commerce. À cet égard, il souligne le rôle particulier de la Belgique en tant que centre logistique au cœur de l'Europe et, en particulier, celui du port d'Anvers en matière pétrochimique et en matière d'importation. Il rappelle qu'une certaine politique d'importation de bois pour la biomasse et d'huile de palme pour les agro carburants, pourtant applaudie par les écologistes, a largement contribué à la déforestation.

van de emissies die niet zijn opgenomen in het ruilsysteem voor uitstootquota van de Europese Unie te verdelen, alsmede om het geld dat dit systeem behelst.

Voorts vestigt de spreker de aandacht van de minister erop dat zij haar beleid niet op alle machtsniveaus in België kan voeren. De minister is bevoegd voor het federale echelon. Voor de andere machtsniveaus kan zij hooguit overlegondes en samenwerkingsvormen organiseren. Dat staat in haar beleidsverklaring niet altijd duidelijk geformuleerd.

Het relance- en transitieplan zou zich volgens de heer Raskin niet mogen beperken tot de ecologische dimensie. Om alle kosten als gevolg van de crisis te kunnen dragen, dient immers te worden voorkomen dat de maatregelen wegens die ecologische dimensie duurder uitvallen en men zich dus genoodzaakt ziet minder te doen. Hij herinnert eraan dat elke euro maar één keer kan worden uitgegeven.

De spreker is het er uiteraard mee eens dat de meest kwetsbare mensen moeten worden gesteund. Een aantal formuleringen in de beleidsverklaring wekken echter de indruk dat men van de strijd tegen de klimaatverandering een klassenstrijd wil maken; dat zou niet het geval mogen zijn.

Evenzo verzoekt de heer Raskin de minister behoedzaamheid aan de dag te leggen wanneer zij stelt van de transitie gebruik te willen maken ten dienste van de sociale rechtvaardigheid en met de bedoeling de transformatie van het bedrijfsleven en van het werk te bewerkstelligen. Men zou immers niet de weg van een planeconomie mogen opgaan.

De spreker wenst nadere toelichting over de door de minister geplande organisatie van internationale en nationale conferenties over de transitie. Welke actoren zouden worden uitgenodigd om daaraan deel te nemen? De heer Raskin beklemtoont dat het belangrijk is dat iedereen kan worden gehoord.

Vervolgens gaat de spreker in op de uitwerking van een federale duurzaamheidsstrategie die strookt met de verschillende in het regeerakkoord vervatte uitdagingen. In dat verband attendeert de spreker de minister op de impact van een dergelijke strategie op de handel. Hij benadrukt dienaangaande de bijzondere rol van België als logistiek centrum in het hart van Europa, en meer bepaald die van de haven van Antwerpen in de petrochemie en bij de import. Hij herinnert eraan dat een welbepaald, nochtans door de Groenen toegejuicht beleid om hout voor biomassa en palmolie voor agrobrandstoffen in te voeren, in grote mate tot de ontbossing heeft bijgedragen.

Si le *Green Deal* constitue une opportunité en matière de transformation sociale, il appelle néanmoins la ministre à faire preuve de responsabilité et de sens des réalités. En effet, certaines formulations de l'exposé affaiblissent considérablement la position de négociation de la ministre, lorsqu'il faudra négocier la répartition de l'effort à réaliser en matière d'émissions non reprises dans le système d'échange de quotas d'émissions de l'Union européenne ainsi que de l'argent du *Green Deal*. Quelle est la stratégie de la ministre pour obtenir un maximum pour la Belgique dans ce cadre?

Mme Barbara Creemers (*Ecolo-Groen*) se réjouit du ton résolument optimiste de l'exposé de la ministre. Cela fait beaucoup de bien alors qu'il existe actuellement tant de raisons d'être pessimiste.

L'intervenante salue le fait que les objectifs de développement durable soient remis à l'avant-plan au niveau de la politique fédérale, ce qui n'était plus le cas depuis le plan fédéral de développement durable de 2004-2008. Elle applaudit également le projet de travailler à plus large échelle, dans le cadre de *Transform Together*.

Le risque principal en matière de développement durable est de demeurer trop général. C'est la raison pour laquelle il est important de conclure des collaborations concrètes avec les entités fédérées au niveau belge, avec les autres États membres de l'Union européenne, et d'autres partenaires au niveau mondial.

Mme Creemers se réjouit que l'exposé de la ministre aborde également la question des liens entre environnement et santé. Elle réfère notamment aux auditions qui ont été organisées sur les liens entre la perte de biodiversité et la pandémie actuelle de coronavirus.

Dans ce domaine, elle se réjouit également que la question des perturbateurs endocriniens soit abordée dans l'exposé de la ministre ainsi que dans celui de son collègue ministre de la Santé. Elle réfère à cet égard au travail réalisé par Mme Petra De Sutter au Sénat sous la précédente législature, ainsi qu'aux études du Gezinsbond.

L'oratrice trouve encourageant de voir qu'il y a des ponts entre les exposés de la ministre et de son collègue ministre de la Santé en matière de produits chimiques et de biocides par exemple.

Ofschoon de *Green Deal* een kans inhoudt inzake maatschappelijke transformatie, toch roept het lid de minister op om van verantwoordelijkheids- en realiteitszin blijk te geven. Sommige formuleringen in de beleidsverklaring verzwakken de onderhandelingspositie van de minister immers aanzienlijk als het erop zal aankomen te onderhandelen over het geld van de *Green Deal* en over de spreiding van de inspanning die moet worden geleverd aangaande de emissies die niet in het ruilsysteem voor uitstootquota van de Europese Unie zijn opgenomen. Wat is de strategie van de minister om in dat verband het maximum voor België te verkrijgen?

Mevrouw Barbara Creemers (*Ecolo-Groen*) is verheugd over de resoluut optimistische toon van de beleidsverklaring van de minister. Dat doet heel erg goed terwijl er momenteel zoveel redenen bestaan om pessimistisch te zijn.

De spreekster verheugt zich erover dat de doelstellingen inzake duurzame ontwikkeling opnieuw op de voorgrond worden geplaatst in het federale beleid. Dat was sinds het Federaal Plan inzake Duurzame Ontwikkeling 2004-2008 niet meer het geval geweest. Ook juicht zij het plan toe om in het kader van *Transform Together* op grotere schaal te werken.

Het belangrijkste risico inzake duurzame ontwikkeling is dat men een te breed spectrum blijft bestrijken. Daarom is het belangrijk om op nationaal vlak concrete samenwerkingsverbanden te sluiten met de deelstaten, en voorts met de andere EU-lidstaten en met andere partners op mondiaal niveau.

Mevrouw Creemers is opgetogen dat de beleidsverklaring van de minister ook ingaat op het vraagstuk van de verbanden tussen milieu en gezondheid. Zij verwijst met name naar de hoorzittingen die werden georganiseerd over de verbanden tussen het verlies aan biodiversiteit en de huidige coronaviruspandemie.

Dienaangaande is zij ook verheugd dat de kwestie van de hormoonverstorende stoffen aan bod komt in de beleidsverklaring van de minister alsook in die van haar collega van Volksgezondheid. De spreekster verwijst in dat verband naar het werk dat mevrouw Petra De Sutter tijdens de vorige zittingsperiode in de Senaat heeft verricht en naar de studies van de Gezinsbond.

De spreekster vindt het bemoedigend te zien dat er bijvoorbeeld in verband met chemicaliën en met biociden bruggen werden geslagen tussen de beleidsverklaring van de minister en die van haar collega van Volksgezondheid.

Elle rappelle en outre que la Belgique a adhéré fin septembre 2020 au *Leader's Pledge for Nature*.

L'engagement de la ministre de promouvoir des standards environnementaux et sociaux élevés dans le cadre de la négociation des accords commerciaux de libre-échange au niveau de l'Union européenne est très important. Ainsi, quel sens cela aurait-il que l'usage du glyphosate devienne interdit sur le territoire de l'Union européenne si ce standard n'est pas repris dans les accords commerciaux et que l'Union européenne importe des produits pour lesquels le glyphosate est utilisé?

Il y en fin de grands pas à faire dans la direction d'une transition vers un système alimentaire durable, notamment en transposant la stratégie européenne *Farm to Fork* en Belgique.

B. Réponses

Mme Zakia Khattabi, ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal, indique qu'elle comprend la frustration d'un certain nombre de membres quant au caractère fort général de son exposé d'orientation politique. Ceci est dû au fait que la commission a elle-même décidé de procéder à deux discussions: l'exposé d'orientation politique ce 10 novembre 2020 et la note de politique générale dans le cadre de l'examen du budget le 24 novembre 2020. La note de politique générale contiendra davantage d'éléments concrets. Celle-ci n'a cependant pas encore pu être déposée en raison du fait qu'il y a encore eu des discussions entre cabinets jusqu'il y a peu.

En outre, la ministre souligne à nouveau les dimensions systémique et transversales des compétences qui lui sont attribuées. C'est la raison pour laquelle, à défaut de mesures concrètes, elle propose surtout une nouvelle méthode de travail axée autour des objectifs de développement durable. Un certain nombre de mécanismes de participation sont actuellement en cours d'élaboration et seront prochainement présentés. Ceci n'est pas une manière de se défaire de ses responsabilités mais de tenir compte de la réalité institutionnelle de la Belgique et de la répartition des compétences au sein du gouvernement.

Concernant le vote intervenu au Parlement européen, la ministre répond à M. Wollants que ce n'est pas le rôle de la ministre fédérale de prendre position de manière unilatérale. Son rôle est d'agir en concertation. Ainsi, si la Région flamande revoyait son objectif à la hausse et visait une réduction de 60 % plutôt que de 55 % des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030, la

Tevens herinnert mevrouw Creemers eraan dat België eind september 2020 is toegetreden tot de *Leader's Pledge for Nature*.

De verbintenis van de minister om bij de onderhandelingen op EU-echelon over vrijhandelsovereenkomsten hoogstaande milieunormen en sociale normen te bevorderen, is zeer belangrijk. Wat zou het bijvoorbeeld voor zin hebben, mocht het gebruik van glyphosaat in de Europese Unie worden verboden indien die standaard niet in de handelsovereenkomsten wordt opgenomen en de Europese Unie producten invoert waarvoor glyphosaat wordt gebruikt?

Tot slot moeten er grote stappen worden gezet naar een transitie die tot een duurzaam voedselsysteem leidt, met name door in België te zorgen voor de omzetting van de Europese *Farm to Fork*-strategie.

B. Antwoorden

Mevrouw Zakia Khattabi, minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal, geeft aan begrip te hebben voor de frustratie die sommige leden ervaren in verband met de hoogst algemene aard van haar beleidsverklaring. Een en ander heeft te maken met de beslissing van de commissie zelf om twee besprekingen te houden: de ene over de beleidsverklaring vandaag 10 november 2020, en de andere over de beleidsnota als onderdeel van de bespreking van de begroting op 24 november 2020. De beleidsnota zal méér concrete elementen bevatten. Die beleidsnota kon evenwel nog niet worden ingediend omdat er tot voor kort nog besprekingen tussen kabinetten aan de gang waren.

Bovendien vestigt de minister opnieuw de aandacht op de systemische en transversale aspecten van de haar toegewezen bevoegdheden. Bij gebrek aan concrete maatregelen stelt zij daarom vooral een nieuwe werkmethode voor, die gebaseerd is op de duurzame-ontwikkelingsdoelstellingen. Een aantal participatiemechanismen worden momenteel uitgewerkt en zullen binnenkort worden voorgesteld. Hierbij is het niet de bedoeling verantwoordelijkheden te ontlopen, maar wel om rekening te houden met de institutionele werkelijkheid van België en met de bevoegdheidsverdeling binnen de regering.

Met betrekking tot de stemming in het Europees Parlement antwoordt de minister aan de heer Wollants dat het de federale minister niet toekomt een eenzijdig standpunt in te nemen. Zij dient te handelen in een geest van overleg. Mocht het Vlaams Gewest zijn doelstelling opwaarts bijstellen en de broeikasgasuitstoot tegen 2030 niet met 55 % maar met 60 % willen

ministre pourrait défendre cet objectif à partir du niveau fédéral.

À propos des suggestions de M. Wollants concernant les bâtiments publics dépendant du fédéral ainsi que les combustibles non fossile et les biocombustibles, la ministre indique que ce n'est pas son rôle de se substituer aux membres du gouvernement en charge de la Régie des bâtiments ou de la mobilité. En revanche, elle signale que le gouvernement s'est mis d'accord sur une méthode de travail afin que chacun de ses membres mette sur la table les objectifs qu'il s'assigne pour piloter la politique climatique. Il en sera de même pour le *Green Deal* pour lequel elle travaillera de concert avec le secrétaire d'État chargé de la Relance. En ce qui concerne le *Green Deal*, une des responsabilités de la ministre sera de veiller à ce que la Belgique ne soumette pas à l'Union européenne des projets qui vont à l'encontre des objectifs que le gouvernement s'est donnés.

La ministre tient à clarifier la question fiscale en la repositionnant dans le cadre de l'accord de gouvernement et de la transition. L'accord de gouvernement prévoit une réforme fiscale globale à l'horizon 2024. Cette réforme sera pilotée par le ministre des Finances. La ministre souligne qu'elle ne compte pas avancer indépendamment de cette réforme globale. En revanche, elle y apportera sa contribution. La ministre précise que, lors de sa prise de fonction, elle a reçu de l'administration une note qui est le fruit d'un débat national sur un prix carbone. C'est la raison pour laquelle, l'exposé d'orientation politique mentionne qu'elle prendra l'initiative de faire des propositions concrètes pour introduire sans tarder une telle tarification. La ministre répète qu'elle n'avancera pas dans ce sens indépendamment de la réforme fiscale globale prévue pour 2024. Cette réforme comportera un volet de fiscalité verte qui pourra aller dans le sens d'encourager les comportements vertueux, voire de décourager les comportements non vertueux.

Par ailleurs, la transition est un processus. Dans ce cadre, il est important de donner des signaux car il n'est pas question de mettre les entreprises et les citoyens face à de nouvelles contraintes sans qu'elles aient été annoncées. En outre, une transition juste consiste, pour les autorités publiques, à mettre en place des dispositifs qui permettent aux personnes de poser des choix vertueux, avant d'imposer de nouvelles contraintes. Ainsi, augmenter les accises sur le diesel tout en fermant des gares dans des parties moins accessibles du pays comme l'a fait le gouvernement précédent ne relève pas d'une transition juste. La ministre tient à souligner que l'enjeu climatique ne relève pas d'une lutte des classes. Mais, on sait que la crise environnementale et climatique touche davantage les personnes plus précaires.

verminderen, dan zou de minister die doelstelling kunnen verdedigen van op het federale niveau.

Aangaande de voorstellen van de heer Wollants met betrekking tot de federale overheidsgebouwen en tot de niet-fossiele brandstoffen en de biobrandstoffen geeft de minister aan dat het haar niet toekomt in de plaats te treden van de regeringsleden die belast zijn met de Regie der Gebouwen of met mobiliteit. Zij wijst er daarentegen op dat de regering een werkmethode heeft afgesproken waarbij elk regeringslid de doelstellingen ter tafel kan leggen die het zichzelf toewijst om het klimaatbeleid aan te sturen. Hetzelfde geldt voor de *Green Deal*, waarvoor zij zal samenwerken met de staatssecretaris voor Relance. Met betrekking tot de *Green Deal* behoort het tot de verantwoordelijkheden van de minister om ervoor te zorgen dat België de Europese Unie geen projecten voorlegt die haaks staan op de doelstellingen die de regering zich heeft toebedeeld.

De minister wil het fiscale vraagstuk uitklaren door het in de context van het regeerakkoord en van de transitie te plaatsen. Het regeerakkoord voorziet in een alomvattende fiscale hervorming tegen 2024. Die hervorming zal worden aangestuurd door de minister van Financiën. De minister onderstreept dat zij niet van plan is om los van die alomvattende hervorming voortgang te maken. Zij zal er integendeel toe bijdragen. De minister preciseert dat zij bij haar aantreden een nota van de administratie heeft ontvangen die het resultaat is van een nationaal debat over een koolstofprijs. Om die reden staat in de beleidsverklaring vermeld dat de minister het initiatief zal nemen om concrete voorstellen zal doen teneinde onverwijld van een dergelijke tarifiering werk te maken. De minister herhaalt dat zij geen voortgang in die zin zal maken los van de alomvattende fiscale hervorming die voor 2024 gepland is. Die hervorming zal een onderdeel groene fiscaliteit bevatten, waarbij zal worden ingezet op het aanmoedigen van deugdelijk gedrag of zelfs op het ontmoedigen van niet-deugdelijk gedrag.

Voorts is de transitie een proces. In dat verband is het belangrijk om signalen te geven, want er is geen sprake van de ondernemingen en de burgers voor nieuwe beperkingen te plaatsen zonder dat die werden aangekondigd. Vooraleer de overheid nieuwe beperkingen invoert, bestaat een rechtvaardige transitie er voor haar voorts in regelingen in te stellen waarmee de mensen deugdelijke keuzes kunnen maken. Zo is een accijnsverhoging op diesel instellen en tegelijkertijd in minder toegankelijke delen van het land treinstations sluiten, zoals de vorige regering heeft gedaan, geen rechtvaardige transitie. De minister staat erop te beklemtonen dat wat inzake het klimaat op het spel staat geen klassenstrijd is. Het is echter bekend dat de milieu- en klimaatcrisis de meest kwetsbare mensen het zwaarst

Il est donc juste de ne pas accepter que les mesures de transition pèsent davantage sur ceux qui en sont en outre les moins responsables.

Au sujet de la révision de l'article 7bis de la Constitution, cette dernière sera étudiée dans le cadre de la réforme institutionnelle globale qui sera pilotée par les deux ministres en charge de Réformes institutionnelles.

La ministre estime qu'il n'y a pas d'opposition entre écologie et économie. La crise de la COVID-19 révèle les limites du modèle actuel. Il est important d'en tirer les leçons. À cet égard, la transition constitue une formidable opportunité pour réancrer l'économie à l'échelle européenne. La ministre renvoie à un rapport de l'Institut fédéral du développement durable qui plaide pour une réindustrialisation de l'Europe, notamment pour les fonctions vitales que constituent l'alimentation et la santé. La transition assurera la résilience de nos économies pour résister à des chocs tels que ceux qu'on vient de connaître. Il ne s'agit pas de protectionnisme. Mais, le renforcement de l'économie européenne est un bon moyen de peser pour un relèvement des standards sociaux et environnementaux ailleurs dans le monde.

La ministre revient ensuite sur la définition de la transition. Le principe de transition consiste en une série de mesures progressives afin d'adapter notre organisation sociale et la rendre plus résiliente face à de potentielles crises, que ce soit dans la réactivité face aux crises ou dans la diminution proactive de ses conséquences et ce, tout en préservant le bien-être des citoyens et des générations futures. À ses yeux, il peut y avoir des désaccords sur le chemin pour parvenir à cet objectif, mais pas sur l'objectif en tant que tel.

Concernant la "vision apocalyptique" évoquée par certains membres, la ministre précise qu'elle n'est pas, à titre personnel, une tenante des thèses de l'effondrement. En revanche, la meilleure manière d'éviter un effondrement, c'est d'être le plus objectif possible et de dire les choses telles qu'elles sont. Les rapports scientifiques indiquent qu'on a encore 10 ans pour faire les choses autrement. À titre personnel, la ministre pense que c'est possible. Mais, il est important que ce constat de départ soit partagé.

Concernant les réponses aux questions précises sur les réductions des émissions, le PNEC, etc., la ministre renvoie aux réponses qu'elle apportera aux questions orales (CRIV 55 COM 299).

treft. Het is dan ook eerlijk om niet te accepteren dat de transitiemaatregelen zwaarder doorwegen voor wie er voorts het minst verantwoordelijk voor is.

De herziening van artikel 7bis van de Grondwet zal worden bestudeerd in het kader van de algemene institutionele hervorming die zal worden gestuurd door de twee met de institutionele hervormingen belaste ministers.

Volgens de minister bestaat er geen tegenstelling tussen ecologie en economie. De COVID-19-crisis onthult de begrenzingen van het huidige model. Het is belangrijk er de nodige lessen uit te trekken. In dat verband is de transitie een geweldige kans om de economie opnieuw op Europese schaal te verankeren. De minister verwijst naar een rapport van het Federaal Instituut voor Duurzame Ontwikkeling, waarin wordt gepleit voor een herindustrialisering van Europa, met name in verband met de levensbelangrijke functies voeding en gezondheid. De transitie zal ervoor zorgen dat onze economieën bestand zijn tegen schokken zoals wij die zopas hebben meegemaakt. Het gaat daarbij niet om protectionisme. De versterking van de Europese economie is evenwel een goed middel om een doorslaggevende invloed uit te oefenen als het erom gaat te ijveren voor hogere sociale en milieunormen elders in de wereld.

Vervolgens komt de minister terug op de definitie van het begrip "transitie". Het beginsel van de transitie bestaat in een aantal progressieve maatregelen om onze sociale organisatie aan te passen en om haar beter bestand te maken tegen mogelijke crises, zowel inzake het vermogen om op crises in te spelen als inzake de proactieve vermindering van de gevolgen ervan, en daarbij tegelijk het welzijn van de burgers en van de toekomstige generaties te vrijwaren. In de ogen van de minister kunnen er dan wel meningsverschillen bestaan over de weg naar dat doel, maar niet over het doel als dusdanig.

Met betrekking tot de "apocalyptische visie" die sommige leden hebben geschetst, preciseert de minister dat zij zich persoonlijk niet kan terugvinden in die ineenstortingsthesissen. De beste manier om een ineenstorting te voorkomen, is volgens haar integendeel zo objectief mogelijk zijn en zeggen waar het op staat. De wetenschappelijke rapporten geven aan dat we nog tien jaar de tijd hebben om het anders te doen. Persoonlijk gelooft de minister dat het mogelijk is. Het is echter belangrijk dat ook anderen van die vaststelling uitgaan.

Voor de antwoorden op de specifieke vragen over de uitstootverminderingen, het NEKP enzovoort verwijst de minister naar de antwoorden die zij zal verstrekken op de mondelinge vragen (CRIV 55 COM 299).

C. Répliques

M. Bert Wollants (N-VA) déplore que la ministre n'ait pas répondu à ses questions concrètes, alors même que ces dernières portaient sur l'exposé d'orientation politique. Et, lorsque la ministre évoque des éléments concrets tels que la réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre, il y a une grande confusion puisqu'il est écrit que cette réduction doit être calculée au niveau européen, mais que la ministre déclare oralement que c'est un objectif pour le territoire belge.

De la même manière, l'exposé indique qu'il y aura une taxe carbone qui entrera en vigueur immédiatement, alors que la ministre déclare que ce ne sera finalement pas le cas car cela fera partie de la réforme fiscale globale pilotée par le ministre des Finances. M. Wollants signale au passage que l'exposé d'orientation politique du ministre des Finances ne contient rien sur une telle taxe carbone. M. Wollants constate d'ailleurs les dissensions au sein de la majorité puisque M. Lachaert a twitté qu'une telle taxe ne pouvait être imposée unilatéralement de cette façon, ce qui contraste d'ailleurs avec les déclarations de M. Dewael en commission. Apparemment, le MR et le CD&V ne sont pas non plus d'accord avec cette taxe.

En outre, la ministre ne précise pas comment cette taxe serait calculée, quel en serait le montant et quelle en serait l'affectation. Or, excepté cette taxe carbone, l'exposé de la ministre ne contient aucune mesure concrète.

Comment dès lors pouvoir juger le contenu de l'exposé d'orientation politique que la ministre vient de présenter si, même sur des points aussi cruciaux que ceux-ci, il y a une telle confusion.

Enfin, M. Wollants estime qu'il n'est pas une bonne idée de scinder les compétences en matière de Climat et d'Énergie entre plusieurs ministres comme l'a fait ce gouvernement.

M. Patrick Dewael (Open Vld) s'insurge contre ce que M. Wollants vient de déclarer concernant des dissensions entre M. Lachaert et lui-même et contre un tweet de M. Wollants dans lequel ce dernier a écrit: *"Patrick Dewael verwees ook net naar een koolstoftaks als het fiscaal sturend instrument van het regeerakkoord. Komt het dus volgens de minister onmiddellijk"*.

M. Dewael déclare qu'une telle affirmation est totalement erronée et souhaite que M. Wollants corrige cela.

C. Replieken

De heer Bert Wollants (N-VA) betreurt dat de minister zijn concrete vragen niet heeft beantwoord, ook al gingen die over de beleidsverklaring. Wanneer de minister het over concrete elementen zoals de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen met 55 % heeft, is een en ander bovendien behoorlijk verwarrend. Er staat namelijk geschreven dat die vermindering op Europees vlak moet worden berekend; desalniettemin geeft de minister mondeling aan dat het om een doelstelling voor het Belgisch grondgebied gaat.

Evenzo staat in de beleidsverklaring dat er een onmiddellijk van kracht wordende koolstofbelasting komt, terwijl de minister verklaart dat dit uiteindelijk niet het geval zal zijn, aangezien die deel zal uitmaken van de door de minister van Financiën aangestuurde alomvattende fiscale hervorming. De heer Wollants wijst er terloops op dat in de beleidsverklaring van de minister van Financiën met geen woord over een dergelijke koolstofbelasting wordt gerept. De heer Wollants neemt trouwens akte van de tegenstellingen binnen de meerderheid, daar de heer Lachaert heeft getweet dat een dergelijke belasting niet aldus eenzijdig kon worden opgelegd, wat overigens afsteekt tegen de uitspraken van de heer Dewael in de commissie. Blijkbaar zijn MR en CD&V het ook niet eens met deze belasting.

Daarnaast geeft de minister niet aan hoe die belasting zou worden berekend, hoeveel ze zou bedragen en waarvoor het geld zou worden besteed. Afgezien van die koolstofbelasting bevat de beleidsverklaring van de minister echter geen enkele concrete maatregel.

Hoe kan er derhalve een oordeel worden geveld over de inhoud van de zopas door de minister voorgelegde beleidsverklaring als zelfs over dergelijke cruciale punten een zodanige verwarring bestaat?

Tot slot is de heer Wollants van oordeel dat het geen goed idee is om de bevoegdheden inzake klimaat en energie over verschillende ministers te verdelen, zoals deze regering heeft gedaan.

De heer Patrick Dewael (Open Vld) protesteert tegen wat de heer Wollants hier zonet verkondigd heeft over tegenstellingen tussen hem en de heer Lachaert en tegen een tweet van de heer Wollants, waarin die heeft geschreven: *"Patrick Dewael verwees ook net naar een koolstoftaks als het fiscaal sturend instrument van het regeerakkoord. Komt het dus volgens de minister onmiddellijk"*.

De heer Dewael wijst erop dat een dergelijke bewering volkomen onjuist is en hij wenst dat de heer Wollants

Il répète ce qu'il a déclaré précédemment, à savoir qu'il s'est référé, dans sa précédente intervention à l'accord de gouvernement et qu'il est lié par le passage cité. Il ne se sent pas lié par ce qui s'y oppose. M. Dewael déclare que l'affirmation selon laquelle il est favorable à l'introduction immédiate d'une taxe carbone est totalement contraire à ce qu'il a déclaré.

En tant que président de la commission, M. Dewael déplore la méthode qui consiste pour certains à faire des déclarations unilatérales sur Twitter en parallèle du débat contradictoire qui a lieu en commission.

M. Kristof Calvo (Ecolo-Groen) salue l'enthousiasme et le volontarisme de la ministre.

L'intervenant fait remarquer à M. Wollants que la commission a décidé d'une méthodologie, à savoir, de scinder la discussion de l'exposé d'orientation politique de celle sur la note de politique générale. C'est la raison pour laquelle M. Wollants ne peut pas attendre de la première discussion des réponses à des questions qui, en réalité, devraient être posées dans le cadre de la seconde discussion.

Concernant le passage de l'accord de gouvernement qui fait polémique, M. Calvo s'étonne qu'une idée aussi intéressante soit caricaturée par certains. Le gouvernement veut une politique climatique qui soit aussi sociale. L'idée est simple: il ne faut pas que la crise climatique soit payée par les personnes ordinaires, qui n'en sont pas responsables. En outre, pour que la transition fonctionne, il faut que les gens y adhèrent. Ils ne le feront pas s'ils se sentent sanctionnés. C'est la raison pour laquelle, la réforme fiscale globale annoncée et préparée par le ministre des Finances devra servir le pouvoir d'achat des citoyens et l'avenir des entreprises. Il ne s'agira donc pas d'une taxe climat, mais d'un bonus climat.

M. Calvo lance enfin un appel à dépasser les vieux clivages, écologie vs. économie, travailleurs vs. employeurs, etc. De cette façon, la politique climatique qui est un enjeu essentiel pourra aussi devenir une aventure enthousiasmante.

M. Kurt Ravyts (VB) déclare qu'il n'est en rien climatosceptique. Il vit à la campagne, proche d'une réserve naturelle et il observe les conséquences du changement climatique. Mais il estime qu'il ne faut pas avoir une vision idéologique de cette question.

Il rappelle que la question d'une taxe carbone a déjà été étudiée par la ministre Marghem. Mais, dès qu'on

dit rechtzet. Hij herhaalt wat hij eerder heeft gezegd, namelijk dat hij bij zijn voorgaande tussenkomst heeft verwezen naar het regeerakkoord en dat de door hem aangehaalde passage hem bindt. Aan alles wat daar tegenin gaat, voelt hij zich niet gebonden. De heer Dewael stelt dat de bewering dat hij voor een onmiddellijke invoering van een koolstoftaks is, helemaal ingaat tegen wat hij gezegd heeft.

Als commissievoorzitter betreurt de heer Dewael de door bepaalde leden gehanteerde methode om tegelijk met het debat in de commissie op Twitter eenzijdige uitspraken te doen.

De heer Kristof Calvo (Ecolo-Groen) is ingenomen met het enthousiasme en de slagvaardigheid van de minister.

De spreker wijst de heer Wollants erop dat de commissie een methodologie is overeengekomen, met name om de bespreking van de beleidsverklaring en de bespreking van de beleidsnota afzonderlijk te voeren. Derhalve mag de heer Wollants niet verwachten dat de eerste bespreking hem antwoorden zal verschaffen op vragen die in feite in het raam van de tweede bespreking zouden moeten worden gesteld.

Inzake de passage van het regeerakkoord die voor een polemiëk zorgt, verbaast het de heer Calvo dat een dergelijk interessant idee door sommige leden belachelijk wordt gemaakt. De regering streeft een klimaatbeleid na dat ook sociaal is. Het uitgangspunt is eenvoudig: de klimaatcrisis mag niet worden betaald door de gewone mensen, die er niet verantwoordelijk voor zijn. Opdat de transitie zou slagen, moet ze voorts door de mensen worden gedragen. Dat zal niet gebeuren als zij zich bestraft voelen. Daarom zal de door de minister van Financiën aangekondigde en voorbereide alomvattende fiscale hervorming de koopkracht van de burger en de toekomst van de bedrijven ten goede moeten komen. Het zal dus niet gaan om een klimaatbelasting, maar om een klimaatbonus.

Tot slot roept de heer Calvo op om de oude scheidslijnen te overstijgen: ecologie versus economie, werknemers versus werkgevers enzovoort. Zo kan de essentiële uitdaging van het klimaatbeleid ook een inspirerend verhaal worden.

De heer Kurt Ravyts (VB) geeft aan dat hij absoluut geen klimaatscepticus is. Hij woont op het platteland, in de buurt van een natuurreservaat, en ziet de gevolgen van de klimaatverandering. Hij meent echter dat dit vraagstuk niet ideologisch mag worden benaderd.

Hij wijst erop dat het vraagstuk betreffende een koolstoftaks al is onderzocht door de toenmalige minister,

parle d'une taxe carbone sur les émissions qui ne font pas partie du système d'échange de quotas d'émissions de l'Union européenne, on aboutit à taxer les bâtiments, le transport, etc. Il est normal que cela inquiète les classes moyennes.

M. Ravyts souhaite savoir si la Belgique a demandé un instrument d'appui technique pour l'élaboration de son plan de relance dans le cadre de *Next Generation EU*. Cet instrument devait être demandé pour le 31 octobre 2020. L'a-t-il été? Si oui, comment cela se fait-il qu'il n'y ait eu aucune concertation avec les régions? Il rappelle que la Belgique pourrait prétendre à 3,8 milliards d'euros dans le cadre de *Next Generation EU*, ce qui n'est pas rien à l'heure où le Parlement est amené à se prononcer sur le budget 2021.

Mme Greet Daems (PVDA-PTB) se réjouit que la ministre s'engage à ne pas faire peser les mesures de lutte contre le changement climatique sur les personnes les plus vulnérables. Ce sont ceux qui ont les épaules les plus larges qui doivent contribuer davantage. On a beau dire que la politique climatique ne peut pas être une lutte des classes, mais, dès lors que le coût de la transition écologique est transféré sur les travailleurs, ça devient une lutte des classes.

Elle estime que l'instauration d'une taxe carbone reviendrait à transférer la responsabilité des entreprises vers les individus. Or, ce sont les entreprises, et non les individus, qui ont le pouvoir de décider où et comment elles produisent les biens qu'elles vendent. Si le but recherché de la taxe carbone est l'effet redistributif, il serait plus efficace de réformer le système fiscal et d'instaurer une taxe sur les millionnaires qui ne toucherait que les 1 à 2 % les plus aisés de la population. Mme Daems souligne aussi qu'une taxe carbone risque de miner l'adhésion de la population à la transition écologique.

L'intervenante répète enfin 5 question auxquelles elle estime ne pas encore avoir reçu de réponse:

— Pourquoi le gouvernement n'arrêtera-t-il d'investir via la Société fédérale de participations et d'investissement qu'en 2030?

— Le gouvernement compte-t-il sortir progressivement des biocombustibles de première génération?

— Le gouvernement compte-t-il protéger les fonds marins contre une exploitation minière commerciale?

mevrouw Marghem. Zodra een koolstoftaks echter de uitstoot betreft die niet onder de EU-regeling voor de uitwisseling van emissiequota valt, komt een en ander uiteindelijk echter neer op het belasten van de gebouwen, van het vervoer enzovoort. Het is normaal dat de middenklasse zich daarover zorgen maakt.

De heer Ravyts wil weten of België heeft verzocht om een instrument voor technische ondersteuning bij de uitwerking van zijn relanceplan in het kader van *Next Generation EU*. Dat instrument moest vóór 31 oktober 2020 worden aangevraagd. Is dat gebeurd? Zo ja, hoe komt het dan dat er geen enkel overleg met de gewesten werd gepleegd? De spreker wijst erop dat België in het kader van *Next Generation EU* aanspraak zou kunnen maken op 3,8 miljard euro; nu het Parlement zich moet uitspreken over de begroting voor 2021 is dat niet verwaarloosbaar.

Mevrouw Greet Daems (PVDA-PTB) is verheugd dat de minister zich ertoe verbindt de maatregelen tegen de klimaatverandering niet te doen dragen door de kwetsbaarsten. Wie de sterkste schouders heeft, moet meer bijdragen. Men mag weliswaar stellen dat het klimaatbeleid geen klassenstrijd mag zijn, dat wordt het toch wanneer de kosten voor de ecologische transitie op de werkenden worden afgewenteld.

De spreekster meent dat de instelling van een koolstoftaks zou neerkomen op het verleggen van de verantwoordelijkheid van de ondernemingen naar de individuele burgers. Het zijn echter de ondernemingen, en niet de individuele burgers, die kunnen beslissen waar en hoe zij de goederen produceren die zij verkopen. Indien het de bedoeling is dat de koolstoftaks herverdelend werkt, zou het doeltreffender zijn het belastingsysteem te hervormen en een miljonairstaks in te voeren, want die zou slechts de 1 % tot 2 % rijksten treffen. Mevrouw Daems beklemtoont voorts dat een koolstoftaks de steun van de bevolking voor de ecologische transitie dreigt te ondermijnen.

De spreekster herhaalt tot slot vijf vragen waarop zij geen antwoord meent te hebben gekregen:

— Waarom zal de regering pas in 2030 stoppen met de investeringen via de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij?

— Is de regering van plan geleidelijk uit de biobrandstoffen van de eerste generatie te stappen?

— Is de regering van plan de diepzeebodem te beschermen tegen commerciële mijnontginning?

— Qu'est-ce que le gouvernement compte faire concrètement en matière d'OGM et en matière d'emballages consignés?

— A combien s'élèvera la contribution fédérale au financement climat international?

M. Kris Verduyckt (sp.a) interpelle M. Wollants. Il n'est nullement question d'une taxe carbone qui pèserait sur les personnes. Cette discussion lui rappelle celle à propos des emballages consignés. Il est uniquement question de taxer le CO₂ dans le chef des producteurs car il n'est pas normal que ceux qui produisent des biens ne supportent pas ce coût sociétal. Le bénéfice de cette taxe retournera évidemment vers la population.

Il conteste avec force l'affirmation du PVDA-PTB selon laquelle toute taxe sur le CO₂ serait inefficace sur le plan écologique et socialement injuste. Il rappelle que le système préconisé par la ministre existe déjà dans des pays tels que le Canada et la Suisse. Ces exemples montrent que 70 % des personnes en retirent davantage que ce qu'elles y injectent.

La question qui reste à débattre est de savoir s'il faut instaurer ce système au niveau belge ou au niveau européen, et de savoir s'il faut le faire immédiatement ou pas.

M. Verduyckt demande enfin à la ministre des précisions sur la contribution fédérale au financement climat international.

M. Bert Wollants (N-VA) tient à réagir à l'interpellation de M. Verduyckt. Il signale que c'est la ministre elle-même qui évoque les termes "taxe carbone". Pour sa part, il s'est contenté de poser des questions: sur quoi portera la taxe, à combien s'élèvera-t-elle et quelle sera l'affectation des recettes?

M. Verduyckt prétend que cette taxe touchera ceux qui fabriquent des produits, mais c'est peu probable car ces émissions de CO₂ sont en grande partie reprises dans le système d'échange de quotas d'émissions de l'Union européenne. Or, l'exposé de la ministre indique clairement que la taxe visera les émissions non reprises dans ce système.

M. Kurt Ravyts (VB) se joint aux propos de M. Wollants: sur quoi portera la taxe si ce n'est pas sur les émissions reprises dans le système d'échange de quotas d'émissions de l'Union européenne? Sur les bâtiments, sur le transport?

— Wat is de regering concreet van plan op het vlak van ggo's en van verpakkingen met statiegeld?

— Hoe hoog zal de federale bijdrage aan de internationale klimaatfinanciering zijn?

De heer Kris Verduyckt (sp.a) richt zich tot de heer Wollants. Er is geenszins sprake van een koolstoftaks ten laste van de burgers. Deze discussie herinnert de heer Verduyckt aan die over de verpakkingen met statiegeld. Het is louter de bedoeling de producenten een koolstoftaks aan te rekenen, want het is onlogisch dat zij die goederen produceren die kosten voor de samenleving niet dragen. De opbrengst van die taks zal uiteraard terug naar de bevolking gaan.

De spreker betwist ten stelligste de bewering van PVDA-PTB volgens dewelke elke CO₂-taks ecologisch ondoeltreffend en maatschappelijk onrechtvaardig zou zijn. Hij wijst erop dat de door de minister voorgestane regeling al bestaat in landen zoals Canada en Zwitserland. Die voorbeelden tonen aan dat zulks 70 % van de mensen meer opbrengt dan het hun kost.

De vraag waarover nog moet worden gedebatteerd, is of die regeling op Belgisch dan wel Europees niveau moet worden ingesteld en of zulks al dan niet onmiddellijk moet worden gedaan.

De heer Verduyckt vraagt de minister ten slotte meer duidelijkheid over de federale bijdrage aan de internationale klimaatfinanciering.

De heer Bert Wollants (N-VA) wenst te reageren op de interpellatie van de heer Verduyckt door erop te wijzen dat de minister zelf de term "koolstoftaks" gebruikt. Zelf heeft de spreker zich beperkt tot het stellen van vragen, namelijk: waarop zal die taks worden geheven, hoe hoog zal hij zijn en waartoe zullen de ontvangsten worden bestemd?

De heer Verduyckt beweert dat die taks de producenten van goederen zal treffen, maar dat is weinig waarschijnlijk aangezien die CO₂-uitstoot grotendeels wordt opgenomen in het stelsel voor de uitwisseling van emissiequota van de Europese Unie. In de beleidsverklaring van de minister wordt evenwel duidelijk aangegeven dat die taks zal worden geheven op de uitstoot die niet in dat stelsel is opgenomen.

De heer Kurt Ravyts (VB) schaaft zich achter het standpunt van de heer Wollants: waarop zal die taks worden geheven, tenzij op de uitstoot die deel uitmaakt van het stelsel voor uitwisseling van emissiequota van de Europese Unie? Op de gebouwen, op het transport?

Mme Greet Daems (PVDA-PTB) estime qu'une taxe carbone n'aidera aucunement les familles à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de manière structurelle. La responsabilité se trouve du côté des entreprises. Par ailleurs, une taxe carbone ne permettra pas de mesurer précisément la réduction des émissions. Mme Daems plaide donc plutôt pour l'imposition de normes contraignantes aux producteurs.

M. Kris Verduyckt (sp.a) estime qu'il est plus correct de parler de "prix carbone" que de "taxe carbone". Il signale que les personnes qui font des choix de consommation conscients en faveur du climat et de l'environnement n'en ont actuellement pratiquement aucun bénéfice, alors que ce serait le cas si le coût de l'empreinte écologique des produits était réellement compris dans le prix de ces produits. Le système doit bien évidemment être conçu afin d'être redistributif et socialement juste.

III. — DISCUSSION DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS

La proposition de recommandation n° 1 est déposée par *Mme Séverine de Laveleye*. Elle est rédigée comme suit:

"La commission,

ayant entendu le ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement Durable et du *Green Deal*, marque son accord sur la vision politique présentée dans l'exposé d'orientation politique et demande d'exécuter cette vision politique."

La proposition de recommandation n° 2 est déposée par *Mme Greet Daems*.

Cette proposition est rédigée comme suit:

"Ayant entendu Mme Zakia Khattabi, ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du *Green Deal*, la commission de l'Énergie, de l'Environnement et du Climat recommande:

1. de mener une politique climatique ambitieuse et socialement juste qui impose, par secteur, des normes d'émission contraignantes aux grandes entreprises qui émettent le plus de gaz à effet de serre, et dont les objectifs correspondent à l'ambition d'atteindre la neutralité climatique pour 2050;

2. de mener une politique imposant les plus lourdes charges aux personnes les plus robustes et de renoncer à toute proposition envisageant, par exemple, une

Mevrouw Greet Daems (PVDA-PTB) is van mening dat een koolstoftaks de huishoudens geenszins zal helpen hun uitstoot van broeikasgas structureel te verminderen. De verantwoordelijkheid ligt bij de ondernemingen. Voorts zal een koolstoftaks niet de mogelijkheid bieden de daling van de uitstoot nauwkeurig te meten. Mevrouw Daems pleit dus veeleer voor het opleggen van dwingende normen aan de producenten.

Volgens de heer *Kris Verduyckt (sp.a)* zou men het beter hebben over "koolstofprijs" in plaats van "koolstoftaks". Hij wijst erop dat de consumenten die keuzes maken die het klimaat en het milieu ten goede komen, daar thans vrijwel niet voor worden beloond, terwijl dat wel het geval zou zijn mochten de prijzen mee worden bepaald door de ecologische voetafdruk van die producten. Uiteraard moet de regeling zodanig worden uitgewerkt dat ze herverdelend en sociaal rechtvaardig is.

III. — BESPREKING VAN DE VOORSTELLEN VAN AANBEVELING

Mevrouw Séverine de Laveleye dient voorstel van aanbeveling nr. 1 in, luidende:

"De commissie,

na de minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en *Green Deal* te hebben gehoord, stemt in met de beleidsvisie die in de beleidsverklaring wordt voorgesteld en vraagt deze visie uit te voeren."

Voorstel van aanbeveling nr. 2 word ingediend door *mevrouw Greet Daems*.

Dit voorstel luidt als volgt:

"Na minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en *Green Deal* Zakia Khattabi te hebben gehoord, beveelt de Commissie voor Energie, Leefmilieu en Klimaat aan:

1. een ambitieus en sociaal rechtvaardig klimaatbeleid te voeren, waarbij per sector bindende uitstootnormen worden opgelegd aan grote bedrijven die de grootste uitstoters zijn van broeikasgassen, en waarbij de doelstellingen in lijn zijn met de ambitie om klimaatneutraliteit te bereiken tegen 2050;

2. een beleid te voeren waar de sterkste schouders de zwaarste lasten dragen en af te zien van elk voorstel van het type CO₂-heffing of verhoging van de accijnzen

taxe sur le CO₂ ou l'augmentation des accises sur les carburants, qui constituent des mesures inefficaces sur le plan écologique et injustes sur le plan social;

3. que les autorités publiques prennent les commandes et créent une banque d'investissement climatique en vue du financement de la planification écologique. Cette banque investira chaque année 5 milliards d'euros dans les transports en commun, l'isolation, la recherche, les énergies renouvelables et d'autres leviers;

4. de s'attaquer au morcellement de la politique climatique dans notre pays en refédéralisant les politiques du Climat et de l'Énergie afin qu'à partir de la prochaine législature, il n'y ait plus qu'un seul ministre belge du Climat;

5. d'adopter une loi-cadre établissant la base d'une planification écologique, démocratique et sociale à tous les niveaux politiques en vue de ramener les émissions de gaz à effet de serre à zéro pour 2050.”.

IV. — VOTES

La proposition de recommandation n° 1 est adoptée par 8 voix contre 4.

Le résultat du vote nominatif est le suivant:

Ont voté pour:

Ecolo-Groen: Kristof Calvo, Séverine de Laveleye, Barbara Creemers;

PS: Malik Ben Achour;

MR: Christophe Bombled;

CD&V: Leen Dierick;

Open Vld: Patrick Dewael;

sp.a: Kris Verduyckt.

Ont voté contre:

N-VA: Yngvild Ingels, Bert Wollants;

VB: Kurt Ravyts;

PVDA-PTB: Greet Daems.

op brandstoffen, maatregelen die ecologisch ondoeltreffend en sociaal onrechtvaardig zijn;

3. als overheid het heft zélf in handen te nemen en een Klimaatinvesteringsbank op te richten om de ecologische planning te financieren. Deze bank investeert elk jaar 5 miljard euro in openbaar vervoer, isolatie, onderzoek, hernieuwbare energie en andere hefboomen;

4. de versnippering op vlak van klimaatbeleid in dit land aan te pakken door het herfederaliseren van de domeinen klimaat en energie zodat er vanaf volgende legislatuur terug maar 1 Belgische minister van klimaat is;

5. Een kaderwet aan te nemen waarin de basis gelegd wordt voor een ecologische, democratische en sociale planning op alle beleidsniveaus om de uitstoot van broeikasgassen tegen 2050 tot nul te herleiden.”.

IV. — STEMMINGEN

Voorstel van aanbeveling nr. 1 wordt aangenomen met 8 tegen 4 stemmen.

Het resultaat van de naamstemming is als volgt:

Hebben voorgestemd:

Ecolo-Groen: Kristof Calvo, Séverine de Laveleye, Barbara Creemers;

PS: Malik Ben Achour;

MR: Christophe Bombled;

CD&V: Leen Dierick;

Open Vld: Patrick Dewael;

sp.a: Kris Verduyckt.

Hebben tegengestemd:

N-VA: Yngvild Ingels, Bert Wollants;

VB: Kurt Ravyts;

PVDA-PTB: Greet Daems.

Se sont abstenus:

Nihil.

La proposition de recommandation n° 2 est rejetée par 11 voix contre 1.

Le résultat du vote nominatif est le suivant:

Ont voté pour:

PVDA-PTB: Greet Daems.

Ont voté contre:

N-VA: Yngvild Ingels, Bert Wollants;

Ecolo-Groen: Kristof Calvo, Séverine de Laveleye, Barbara Creemers;

PS: Malik Ben Achour;

VB: Kurt Ravyts;

MR: Christophe Bombled;

CD&V: Leen Dierick;

Open Vld: Patrick Dewael;

sp.a: Kris Verduyckt.

Se sont abstenus:

nihil.

Le rapporteur,

Séverine de LAVELEYE

Le président,

Patrick DEWAEEL

Hebben zich onthouden:

Nihil.

Voorstel van aanbeveling nr. 2 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1.

Het resultaat van de naamstemming is als volgt:

Hebben voorgestemd:

PVDA-PTB: Greet Daems.

Hebben tegengestemd:

N-VA: Yngvild Ingels, Bert Wollants;

Ecolo-Groen: Kristof Calvo, Séverine de Laveleye, Barbara Creemers;

PS: Malik Ben Achour;

VB: Kurt Ravyts;

MR: Christophe Bombled;

CD&V: Leen Dierick;

Open Vld: Patrick Dewael;

sp.a: Kris Verduyckt.

Hebben zich onthouden:

nihil.

De rapporteur,

Séverine de LAVELEYE

De voorzitter,

Patrick DEWAEEL

ANNEXE: RECOMMANDATION ADOPTÉE

“La commission,

ayant entendu le ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement Durable et du *Green Deal*, marque son accord sur la vision politique présentée dans l'exposé d'orientation politique et demande d'exécuter cette vision politique.”

BIJLAGE: AANGENOMEN AANBEVELING

“De commissie,

na de minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en *Green Deal* te hebben gehoord, stemt in met de beleidsvisie die in de beleidsverklaring wordt voorgesteld en vraagt deze visie uit te voeren.”